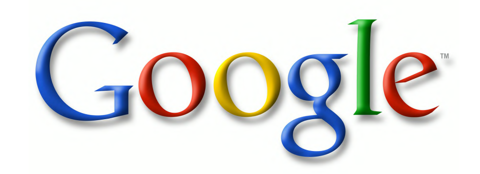
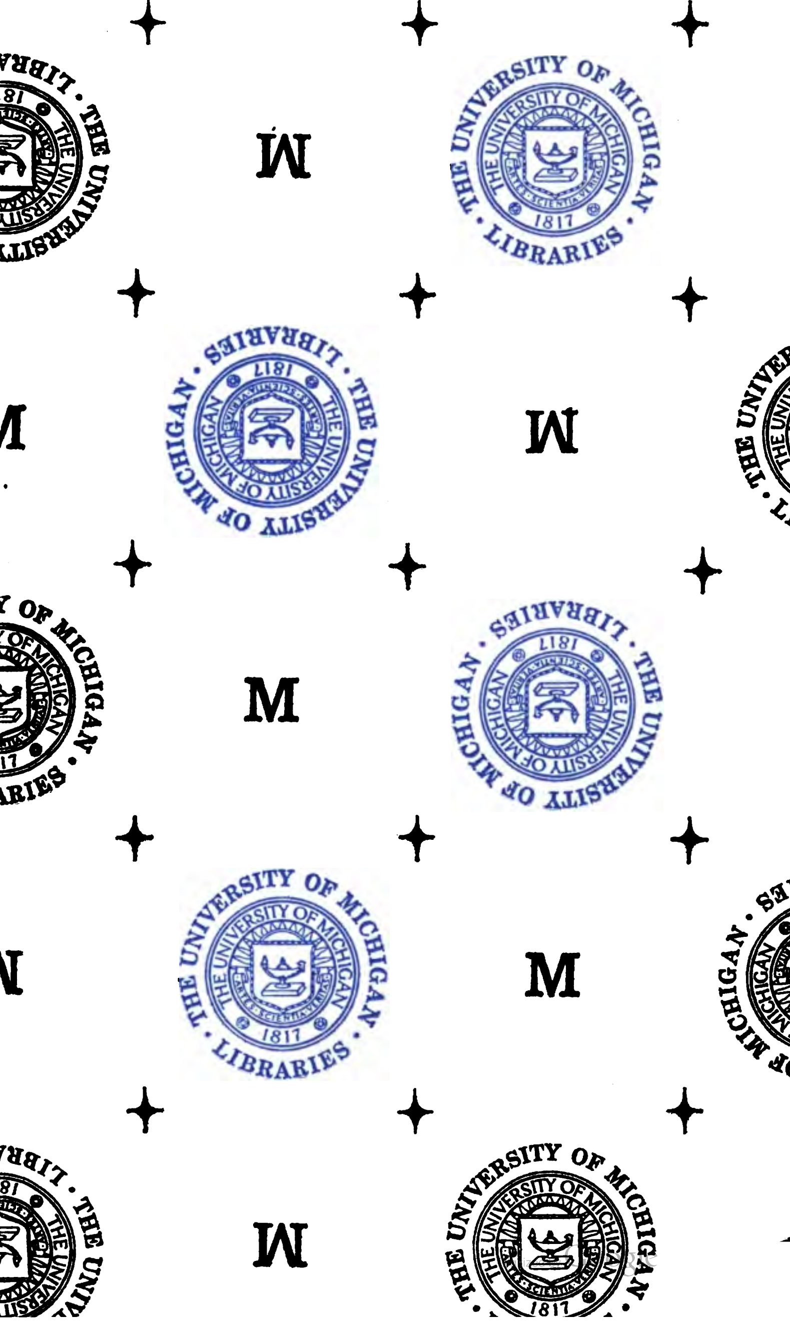



THE UNIVERSITY OF MICHIGAN
LIBRARIES
1817
M


THE UNIVERSITY OF MICHIGAN
LIBRARIES
1817
M

Ah ! mon pauvre ami ; il en a plein son sac !

LES MONTAGNARDS DE 1848

ENCORE QUATRE NOUVEAUX CHAPITRES

précédés d'une

RÉPONSE A CAUSSIDIÈRE

ET AUTRES DÉMOCS-SOCS

PAR

A. CHENU

Auteur des CONSPIRATEURS.

Ornés de scènes et portraits dessinés d'après les croquis de l'Auteur.



PARIS

D. GIRAUD ET J. DAGNEAU, LIBRAIRES-ÉDITEURS

18, rue Guénégaud (ancien 24).

1850

Paris. — Imprimerie Bonaventure et Ducessois,
55, quai des Grands-Augustins.

Réponse à Caussidière.

Citoyen Caussidière,

Vous me faites pitié! A des faits aussi précis, à des accusations aussi directes, à des preuves aussi claires, à des noms aussi nettement prononcés, qu'avez-vous répondu? Rien, qu'un démenti banal, et vous restez CLOUÉ.

A la kyrielle de vos infamies, je n'ai pas fait un seul mécompte; au bilan complet de vos escroqueries, de vos faux, de vos duperies commerciales et privées, on n'a pas découvert la plus petite erreur. Pas le moindre Mignotti, le moindre Dupouy n'a redressé une seule de mes affirmations; pas un Grandmesnil n'a nié

vos scènes de débauche, tant les halles ont retenti de vos orgies, tant les études des huissiers de Paris et de Rouen sont pavées de protêts à votre adresse.

Dans l'intérêt de leur parti, et non pour votre *illustre* personne, les journaux rouges ont feint une superbe indignation au récit que j'ai fait de vos immoralités. Ils ont accueilli avec des transports d'allégresse votre stupide calomnie, triste moyen de vous réhabiliter aux yeux des honnêtes gens, dont vous avez eu l'effronterie et l'adresse de *piper* deux fois les suffrages.

Pauvre Caussidière! allez, le soufflet que je vous ai imprimé sur la face la rougira éternellement. C'est que j'ai dit vrai, moi; c'est que je n'ai pas eu recours à la calomnie en vous traitant de FAUSSAIRE. Vous le porterez un jour, je vous le prédis, ce bonnet rouge dont vous êtes si épris, non comme un affranchi de la vieille Rome, mais comme un GALÉRIEN au bagne de Toulon.

A. CHENU.

Le misérable osera-t-il démentir encore cette nouvelle preuve de son imposture !

Ministère
DE LA GUERRE

BUREAU
DE LA
Justice militaire

2e DIVISION.

Paris, le 9 mars 1850.

Monsieur.

« *Par suite des nouvelles recher-*
« *ches que j'ai fait faire dans les ar-*
« *chives de mon département, pour*
« *satisfaire à la demande que vous*
« *m'avez adressée le 7 du courant, je*
« *ne puis, Monsieur, que réitérer l'as-*
« *sertion contenue dans la lettre de*
« *mon prédécesseur, du 30 août der-*
« *nier, qu'aucune condamnation n'a*
« *été prononcée contre vous pendant*
« *tout le temps que vous avez passé*
« *sous les drapeaux.*

« *Le Ministre de la Guerre,*

Signé D'HAUTPOUL. »

A M. Chenu, rue Notre-Dame-de-Nazareth.

Réponse aux Démocs-Socs.

Le coup a donc porté juste ! Comme l'animal atteint d'un trait, vous avez bondi et poussé un rugissement terrible, annonçant au monde que vous n'étiez que blessé, et qu'il vous restait encore assez de force pour écraser votre ennemi. Vos menaces ont été solennellement reproduites dans tous vos journaux. Chacun s'attendait tout d'abord à une défense foudroyante et péremptoire ; car on lisait dans le journal la *Liberté* : « On annonce comme devant paraître bientôt une vigoureuse réponse au pamphlet Chenu. »

Cette réponse se faisant attendre, vous avez dû lancer en avant quelques tirailleurs pour occuper l'impatience du public, qui aurait pu concevoir une opinion défavorable d'un silence trop prolongé.

Il y eut donc un grand conciliabule auquel furent convoqués le ban et l'arrière-ban de la montagne : les Vitou, les Barbast, les Pornin, enfin tous les vieux de la vieille arrivèrent en toute hâte. Le bureau fut occupé par quelques journalistes, et la séance commença. Que sait-on sur Chenu? telle fut la question agitée. Aucun des membres présents n'ayant pu fournir de renseignements positifs et suffisants pour détruire l'effet produit par l'apparition du livre des *Conspirateurs*, on convint, après de longs débats, de s'en rapporter à Caussidière, qui n'avait pu avancer légèrement les graves inculpations contenues dans ses *Mémoires*. On résolut donc d'expédier un exprès à Londres, et, en attendant la réponse de l'ex-préfet, on rédigea, séance tenante, la protestation mémorable du citoyen Pornin, ex-commandant en chef des Montagnards sous Caussidière.

Le même jour parut aussi une réclame du poëte Charles Gilles en faveur de je ne sais quelle mauvaise chanson que les journaux n'ont pas daigné reproduire; puis enfin deux lettres des sieurs Elouin et Allard, complétant la grêle de démentis pleuvant à l'adresse de ma pauvre brochure, qui n'en pouvait mais.

Attention ! Voici enfin l'*histoire* à côté du *roman*, la vigoureuse réponse tant de fois

annoncée! Je suis vraiment épouvanté. Où fuir, où me cacher pour éviter la honte et la confusion qui ne peuvent manquer de m'atteindre?

Mon indécision me sauve. La brochure m'arrive en pleine poitrine; je me palpe, et je me sens mieux portant que jamais.

Ce n'est là qu'une misérable brochure, sans nom d'auteur; passons, car il ne sera pas dit qu'un aussi grand citoyen que *monsieur* Caussidière n'aura pas trouvé un ami généreux consentant à prendre ouvertement sa défense.

Allez, la grosse caisse! Trompettes, sonnez! Montagnards, hurlez, dansez, réjouissez-vous! —Les murs de Paris se couvrent d'affiches de toutes couleurs; un livre, signé d'un démoc-soc à tous crins, va enfin paraître. Je lis :

RÉPONSE

au libelle

LES CONSPIRATEURS

de CHENU, etc.

***Par le citoyen Jules* MIOT,**

Représentant du peuple.

Ce fameux livre est annoncé, prôné par toute la sequelle; et moi, pauvre diable, comme dit la *Patrie*, je passe de mauvais jours et de plus

mauvaises nuits encore, en songeant à la haute position et au génie fertile de l'illustre écrivain auquel je vais avoir affaire.

De plus braves que moi auraient tremblé; car l'audace et l'obstination qui le caractérisent, à défaut d'autres qualités, fatiguent jusqu'à l'honorable M. Dupin, et triomphent *quand même* de sa patience héroïque. D'ailleurs je connais l'homme d'ancienne date, et l'on pourra juger de la légitimité de mes craintes par l'anecdote suivante, dont je fus le témoin.

Un jour, en descendant de diligence, il arriva dans les bureaux de la *Réforme*, c'est-à-dire au café Saint-Agnès; voyant ses amis tristes et prêts à le quitter après les premiers compliments d'usage, il leur demanda la cause de leur tristesse et d'un si brusque départ.

—Nous allons conduire à sa dernière demeure la dépouille mortelle d'un jeune patriote, lui fut-il répondu.

—Je vous accompagne, alors.

On se rendit au cimetière, et les dernières pelletées de terre ayant été jetées sur le cercueil, on se disposait à partir.

—Eh quoi! citoyens, s'écria M. Miot tout surpris, est-ce qu'on quitte ainsi un ami sans lui adresser un mot d'adieu?

—Que voulez-vous? dit un des assistants; le

plus beau discours du monde ne pourrait nous le rendre.

—C'est égal, ajouta M. Miot, qui tenait à donner un échantillon de son talent oratoire. Comment s'appelle-t-il?

—Sixdeniers.

—Sixdeniers? bon! Et, malgré les observations de tout le monde, il persiste à prononcer l'oraison funèbre d'un homme dont il ne connaissait pas même le nom un instant auparavant.

« Citoyens, dit-il d'une voix attendrie, je ne connaissais pas notre frère Sixdeniers, dont nous pleurons la mort; mais j'éprouve le besoin de vous parler *brièvement* de sa vie politique et privée, etc., etc. »

Et il déclame des lieux communs pendant une demi-heure.

Le lendemain il fit autographier son discours, qui se trouva contenir huit mortelles pages.

Outre cette facilité d'improvisation que je reconnais au citoyen Miot, je me rappelle encore qu'il possède au plus haut degré la naïveté des temps antiques, et qu'il nomme chaque chose par son nom propre. Ainsi, en pleine réunion de frères et amis, il osa traiter le commandant Vallier de vieux *crétin*.

Lébultre, gérant de la *Réforme*, dont la caisse

était souffrante, lança un regard sublime d'intelligence à son ami, et lui dit en même temps :

—Monsieur Miot, vous ne savez donc pas que vous parlez au commandant Vallier !

Le futur représentant du peuple comprit sa gaucherie et fut par la suite plein d'égards pour ce vieux..... brave, au cœur si généreux et à la bourse si complaisante.

C'était donc là le terrible champion que je voyais entrer en lice, et je devais m'attendre à une rude correction. J'étais impatient de voir se décider mon triste sort ; enfin je tiens cette fameuse réponse, je la dévore. Mais quel est mon étonnement, je reconnais avec bonheur que je ne suis pas encore mort.

C'est ce que je vais tâcher de faire sentir à ce bon M. Miot et à tous ceux qui m'ont attaqué si indignement.

RÉFUTATION.

Pour procéder par ordre, je commence par le commencement : j'ouvre le journal la *Liberté* du 20 février 1850, et j'y trouve la protestation du citoyen Pornin, ex-commandant en chef des *Montagnards* à la préfecture de Police sous Caussidière. Eh bien ! soit.

Bonjour, citoyen Pornin! J'aime en vous cette ardeur toujours juvénile qui vous lance le premier de tous à l'assaut de mon livre. Cela vous revenait de droit, car vous y avez la première place.

Voyons un peu comment vous vous êtes acquitté de votre tâche. On voit que vous n'êtes point trop irrité du rôle que vous jouez dans les *Conspirateurs*, peut-être même éprouvez-vous un certain plaisir de savoir que votre nom fait en ce moment les délices de toute l'Europe, et que pendant longtemps on se racontera vos hauts faits.

Vous grossissez bien un peu votre voix pour me donner un démenti; mais c'est par pure complaisance pour certaines gens. Votre *protestation* ne renferme que de vagues récriminations; vous ne réfutez rien d'une manière positive; que pourriez-vous dire? vous savez que tous les témoignages seraient contre vous. Et d'ailleurs, en ouvrant ce livre, vous avez dû dès la première page vous reconnaître, ainsi que votre ami Caussidière. C'est là un tableau fidèle et qui doit raviver vos souvenirs.

Vous faites preuve d'une modestie digne d'une mention honorable lors de la prochaine distribution des prix Montyon, en disant qu'il vous *répugne* de parler de ce que vous avez pu

faire. Je le crois parbleu bien ! Vos actes ne sont pas de ceux dont on se vante ; on en rit parfois, mais au cabaret avec les frères et amis.

Une remarque dont j'apprécie toute la justesse, citoyen gouverneur, est celle-ci : vous dites que « les faits racontés par le complaisant « signataire de cet infâme libelle sont des faits « monstrueux et dont l'idée même ne pouvait « naître que dans l'imagination d'un esprit corrompu et descendu au dernier échelon de la « dégradation humaine. »

Je conviens volontiers avec vous qu'il n'y a que dans une tête où fermente sans cesse l'alcool que puissent naître d'aussi étranges choses, et j'ajoute, pour vous rendre pleine justice, que vous êtes un chenapan unique dans ce genre.

Tenez, citoyen, j'ai rendu votre nom immortel : les enfants de nos jours ne voulaient plus croire ni à l'*Ogre* ni à *Croquemitaine ;* on les menacera désormais du *Pornin*, et ce ne sera pas en vain que votre terrible nom sera évoqué par les nourrices et les grand' mamans !

Mais à bientôt, car un de vos plus chers amis me réclame. Vous me mettez au défi de prouver un seul des faits par moi allégués, et voilà que le jour même le *poëte* Charles Gilles vient confirmer, tout en s'efforçant de la démentir, la fameuse histoire du portrait de Louis-Philippe.

Il dit que le portrait de notre dernier *sire* était déjà couvert de la toile verte lorsqu'il prit son premier repas avec nous. Je me rappelle parfaitement le contraire ; mais enfin il avoue la toile verte : donc la vue de ce tableau avait choqué les regards des citoyens montagnards. Puis il *croit* se souvenir, car il a la prétention d'être un fin connaisseur, qu'il n'a parlé de Rubens qu'à l'occasion de certaines *croûtes* qui décoraient la salle. Eh bien ! n'en déplaise à l'amateur Charles Gilles, ces prétendues croûtes sont d'un de nos plus grands maîtres, Passons.

Les sieurs Allard et Elouin, dont je parle dans mon livre, et que Caussidière nous désigna, lors du tribunal secret au Luxembourg, comme lui ayant fait connaître la trahison de Delahodde, ont écrit aux journaux deux lettres dans lesquelles ils protestent de leur dévouement à MM. Pinel et Delessert.

Là-dessus tous les journaux rouges de s'écrier : « Voilà donc les démentis qui pleuvent « comme grêle sur ce pauvre Chenu ! » Il faut donc qu'ils prennent leurs lecteurs pour des imbéciles, puisqu'ils leur présentent ces lettres pour des démentis ! Que dit en effet M. Elouin ?

« Ancien chef de la police municipale, fonc-« tions auxquelles j'ai été appelé par la con-« fiance de M. Delessert, je me suis imposé

« comme un devoir résultant de la nature de
« ma position officielle l'obligation de rester
« étranger à toute polémique. Je m'abstiens
« donc, quelque pénible que soit cet effort, de
« sortir de cette consciencieuse réserve, si ce
« n'est pour protester de toute la force de mon
« indignation contre l'allégation prêtée à *tort*
« *ou à raison* par Chenu à M. Caussidière pen-
« dant la séance dite du Tribunal secret, au
« Luxembourg. »

Elouin affirme ne pas avoir fait ni dit ce que j'ai raconté, cela est bien possible ; mais Caussidière l'a dit, et, dans la crainte que les preuves ne viennent à manquer, le citoyen Jules Miot, qui oublie qu'au commencement de son livre il s'est appuyé sur le démenti du sieur Elouin, vient convaincre ce dernier de mensonge dans la note que voici :

« M. Elouin, voyant la persistance de quel-
« ques-uns des amis de Caussidière à nier les
« accointances du sieur Delahodde avec la po-
« lice, voulut placer sous leurs yeux une preuve
« irrécusable. Il donna au citoyen Caussidière,
« pour être communiquée aux incrédules, la
« lettre dans laquelle le sieur Delahodde de-
« mandait à M. Delessert d'être admis comme
« agent de la police secrète. » (*Note de l'auteur de la brochure signée* MIOT, *page* 70.)

Merci du service, citoyen Miot; vous m'évitez la peine de me défendre moi-même. Mais que va dire ce pauvre Elouin? Vous lui avez donné le coup de pied de l'âne. Vous êtes un ennemi précieux.

La lettre d'Allard est solidaire de celle d'Elouin.

LE *citoyen* ÉMILE DE GIRARDIN SUR LA SELLETTE.

A votre tour, grand seigneur de la presse, puisque vous avez daigné vous occuper de moi dans un article que tous les journaux démocs-socs ont reproduit! Qu'il me soit permis de m'arrêter un instant pour rire du bon tour que vous ont joué vos nouveaux alliés.

Ah citoyen! citoyen de Girardin! Je le désirais, mais je n'osais l'espérer. Enfin, la chose est arrivée, et je suis tranquille maintenant sur l'avenir du socialisme; je ne lui donne pas un an d'existence, car Dieu sait où va tout ce que vous protégez de votre intelligence satanique!

Vous devez comprendre, ô homme étonnant, comme dirait votre ami Bilboquet, le cri de joie qui m'est échappé lorsque je vous ai vu tomber dans le piége que vous ont tendu les habiles du

conclave; c'est, en effet, une de leurs plus drôlatiques espiègleries.

Aux dernières élections générales, les délibérations du comité démocrate-socialiste se trouvaient chaque jour publiées dans les journaux *réacs.* Il fut dit, je crois, que la mèche était éventée par des frères et amis ayant des relations intimes avec la rue de Jérusalem. Pour parer à ce petit désagrément, on est convenu de publier chaque jour le compte-rendu des séances. Vous, cher Émile, vous avez cru cela comme tout le monde; mais, soyez-en bien certain, ce ne fut là qu'un prétexte : le véritable but de cette publication fut le malin plaisir que se promirent les chefs du *conclave*, en faisant poser devant eux l'un des plus éminents publicistes de notre époque, autrefois leur plus grand ennemi, et de faire connaître à tous leur puissance et en même temps votre ambition et votre faiblesse. Ils n'ont voulu donner une publicité authentique à leurs délibérations que pour vous ménager un affront.

Qu'en pensez-vous, citoyen Girardin?

Voilà les délégués du peuple souverain, *du peuple* démocrate-socialiste rassemblés. Quels délégués ! De ridicules journalistes, quelques professeurs sans emploi, quelques étudiants bavards et stupides; puis, de pauvres ouvriers qui ont consenti à perdre leur temps et l'habitude du

travail, au grand dommage de leurs intérêts domestiques, pour venir discuter des candidats désignés et acceptés à l'avance par les habiles de cette infernale coterie. Mais il faut jeter de la poudre aux yeux; et l'on fait semblant de consulter le peuple.

Attention ! c'est devant ce ramassis d'hommes, dont la détermination est depuis longtemps fixée à votre égard, que vous allez comparaître.

Le président vous demande de faire votre profession de foi. Cela vous surprend à bien juste titre ; il faut, en effet, que ces gens-là aient la mémoire bien courte, ou bien qu'ils n'aient jamais lu votre estimable journal, car depuis quelques années, il en a donné, Dieu merci, des professions de foi, et de toutes les couleurs. Mais, que voulez-vous ? Les citoyens délégués éprouvent sans doute le besoin d'en entendre une de plus.

Mais voici une question bien douce, bien flatteuse à votre oreille ; aussi on vous la fait sous toutes les formes : on retourne à plaisir l'hypothèse de votre arrivée au pouvoir. Ces farceurs de délégués savent bien par où le bât vous démange.

A cette question chatoyante, vous rougissez, Émile, vous baissez timidement les yeux ; on

peut reconnaître qu'une douce émotion vous agite. « Quand je serai ministre, dites-vous, ma « position sera celle de tout ministre, etc. » Ainsi, on le voit, chez vous il n'y a pas le moindre doute : *Quand je serai ministre!!*

On vous tient ainsi sur la sellette pendant deux heures ; on vous adresse des questions d'une habileté machiavélique, et vous vous empressez d'y répondre. Vous le faites avec votre talent habituel, et, si ces hommes voulaient réellement l'intérêt de leur parti, ils vous auraient nommé par acclamation. Mais non, ils murmurent, ils vous décochent les traits les plus mordants, ils combattent votre candidature avec acharnement ; ils se moquent de vous et vous jettent à la porte, pour mettre à votre place : Un De Flotte, qu'ils ne connaissent pas, un légitimiste, combattant et transporté de Juin! —Un Vidal, secrétaire de Louis Blanc, son inspirateur, dit-on ; Vidal dont les théories sur l'organisation du travail ont perdu des masses d'ouvriers et amené, peut-être, les fatales journées de Juin! — Carnot, enfin, qui a le mérite d'être le fils de son père, et dont vous avez lu les circulaires...

Ne sentez-vous pas que tout cela était arrangé à l'avance ; que cette ignoble clique voulait vous donner là une rude leçon ?

Vous avez entendu leurs murmures accueillir vos réponses? Eh bien! consolez-vous, en voyant à quels hommes vous aviez affaire. Delente, le *Christ-Républicain*, surnom que lui ont valu ses paraboles, Delente combat la candidature du citoyen Carnot :

—Citoyens, s'écrie-t-il, vous ne ferez pas injure au peuple, au peuple mitraillé, emprisonné, de choisir un de ces hommes qui des premiers ont trahi la République.

La salle entière éclate en un tonnerre d'applaudissements; tous partagent les sentiments du fougueux orateur sur les journées de Juin et sur ceux qui ont vaincu l'anarchie : mais c'est un parti pris de vous humilier, et Carnot vous est préféré.

Le lendemain, dans une réunion électorale, un orateur s'écriait en parlant de vous, pauvre Émile : « L'âme de cet homme n'est pas renfer-« mée dans une peau humaine; elle a pour en-« veloppe un habit d'arlequin! » Il faut donc que la soif du pouvoir soit une terrible chose, pour vous avoir conduit à vous mésallier avec de tels hommes, etc.

Du reste, cet échec vous a montré au monde sous une nouvelle forme; vous avez écrit depuis dans votre feuille un article empreint d'une résignation toute chrétienne. Pour ma part, j'en ai

été fort édifié, car jusqu'à ce jour je vous avais cru fort peu catholique.

Quant à vos mystificateurs, ils avaient souvent vaincu leurs propres amis dans toutes sortes de duels étranges, comme je l'ai déjà raconté ailleurs; jamais ils n'avaient eu l'honneur de battre un homme d'esprit. Aussi leur joie a été telle que tous les chefs, étouffant d'orgueil, n'ont pu rester dans l'atmosphère épaisse de Paris; ils sont allés célébrer leur triomphe à Saint-Cyr, et, dans un splendide banquet, ils ont bu à la défaite de *Monsieur* Émile de Girardin...

Les imprudents s'en repentiront un jour!

LA FAMEUSE RÉPONSE *(anonyme)* A CHENU ET A SES COMPLICES.

Me voici enfin arrivé à la vigoureuse réponse annoncée par *la Liberté*, à cette *histoire* placée à côté du *roman*. Lisons : *Réponse à Chenu et à ses complices*, sans nom d'auteur. Cela pourrait bien venir de Londres; car les louanges outrées, le pur encens qu'on y voit brûler sous le nez de l'ex-préfet, semblent annoncer sa collaboration. Quel homme assez éhonté, en effet, pour prendre sur lui de l'encenser ainsi? Et d'ailleurs, c'est

vers l'époque de l'apparition de ce livre que Grandmesnil a dû revenir d'Angleterre. Les deux rivaux en gastronomie ont tenu conseil à Londres, et, après vingt projets aussitôt rejetés que proposés, Caussidière finit par avouer qu'il ne connaissait, pour me perdre de réputation, que l'accusation déjà lancée contre moi dans ses *Mémoires*.

—C'est excellent, s'écria Grandmesnil!

On rédigea la fameuse lettre aux journaux; seulement dans les *Mémoires* il n'était pas encore question d'assassinat, et l'on jugea convenable et utile, en l'honneur de la sainte cause de la République, d'y faire cette légère addition. On composa ensuite la petite brochure en question, et Grandmesnil, bien pansé, bien lesté, repassa le détroit.

Ces messieurs se réunirent de nouveau, et après cette conférence on se rendit au ministère de la guerre pour bien s'assurer si par hasard les certificats que j'ai produits n'étaient pas faux. Là on parla haut; mais un employé supérieur leur déclara que ces pièces étaient bonnes et valables, et qu'ils allaient se mettre dans un fort vilain cas en publiant pareille lettre.

—Ça nous est égal, dirent-ils, on croira plutôt le mal que le bien.

C'est ainsi que la lettre de Caussidière a paru.

Quant à la brochure elle-même, je ne sais trop qu'en dire, car elle ne renferme que des phrases creuses et sonores. On y parle de Dugers, de Pascal et de beaucoup d'autres encore, qu'on est tout surpris de trouver mêlés à cette affaire.

C'est toujours le même refrain : c'est la rue de Poitiers, c'est la police qui m'ont inspiré, dicté mon livre des *Conspirateurs*.

Non, personne ne m'a dicté ce livre; je ne l'ai écrit que pour me laver de l'accusation infâme portée contre moi par Caussidière. J'ai attendu assez longtemps, j'espère, qu'il voulût bien rétracter ses odieuses calomnies. Je lui ai fait écrire à Londres, et si j'avais pu le poursuivre jamais ce livre n'eût paru. Mais Caussidière s'est ri de mon déshonneur; il était hors de mes atteintes, il croyait à l'impunité de son crime. J'ai dû alors chercher les moyens d'avoir raison de son obstination et de son mépris : Je n'ai pu le faire qu'en écrivant aussi mes *Mémoires*.

Si je n'avais publié que ma justification, personne ne l'aurait lue; toute la France connaissant l'accusation, j'ai voulu que toute la France connût la réfutation. Pour cela j'ai pris Caussidière, ses actes et les hauts faits des personnages dont il s'était entouré à la Préfecture. Si j'ai cherché, comme vous le dites, le cœur de la

République à travers la poitrine de l'ex-préfet, à qui la faute? Quel est celui d'entre vous qui serait resté volontairement sous le poids d'une calomnie infamante pendant dix-huit mois, ayant en main les pièces que j'ai produites? Je vous fais mes juges.

Dans une magnifique tirade en l'honneur de votre héros, vous représentez Lamartine chantant sur les tréteaux de l'Hôtel-de-Ville, et ce n'est pas lui qui a le beau côté dans la comparaison que vous faites de ses actes avec ceux de Caussidière. Ce dernier, dites-vous, commande des hommes en haillons, qui gardent pieds nus les trésors des rois. Les canons, la poudre, tout est à lui; Paris lui appartient, les pavés reprennent leur place à sa voix.

Oh! s'il eût eu cette puissance un jour seulement, vous auriez vu quels étaient ses desseins sur les *chanteurs* de l'Hôtel-de-Ville.

Vous le faites plus grand que les héros d'Homère ; c'est Hercule allant à la destruction des monstres : « Chaque nuit, le passant attardé « rencontre un homme à cheval, le pistolet à la « ceinture, escorté de deux gardes : c'est lui, c'est « Caussidière, veillant sur le repos de la Cité! »

Ceci est fort beau sur le papier, mais bien stupide en pratique ; et je doute que Caussidière, malgré toutes ses excentricités, ait jamais

poussé la sottise jusqu'à prétendre faire à lui seul les patrouilles dans une ville aussi immense que Paris. Il préférait, et avec raison, le voluptueux satrape, *travailler* au coin d'un bon feu avec son joyeux gouverneur.

Oui, il sortait quelquefois le soir, mais pour aller à l'estaminet, rejoindre ses anciens amis. Souvent il les quittait fort tard, et, oubliant qu'il était préfet de police, il allait frapper à la porte de son ancien domicile ; et, lorsqu'on lui faisait comprendre qu'il n'était pas là à la Préfecture :

—Ah diable ! c'est vrai, disait-il, j'avais oublié! On se trouvait alors dans la nécessité de le reconduire. C'est ainsi qu'il veillait sur le repos de la cité !

Vous vous êtes, monsieur, faute de bonnes raisons, laissé aller à votre imagination, et vous avez écrit une petite brochure assez poétique. Mais à des faits il faut répondre par des faits.

Vous faites un mérite à Caussidière de n'avoir pas vidé les coffres de MM. Rothschild, Fould et Delamarre, de n'avoir pas bu leur vin, enlevé leurs femmes et leurs filles. Je vous admire quand, dans votre enthousiasme, vous déclarez que les misérables l'eussent remercié de cela comme d'un honneur insigne fait à leur maison.

Allons donc ! vous devez savoir que s'il eût eu l'audace de tenter le moindre de ces forfaits, l'indignation publique eût brisé comme verre sa puissance imaginaire.

Êtes-vous bien en droit de parler de modération, quand je vous vois, à la fin de votre brochure, articuler des menaces pour l'avenir ? Vous vous efforcez de déguiser votre pensée sous la résignation du langage; mais, malgré vous, vous laissez passer le bout de l'oreille. Vous parlez des revers de la fortune, des hasards des révolutions. Vous vous demandez si on pourrait encore compter sur l'oubli et le pardon du peuple; vous répondez que vous ne le pensez pas pour votre part. Soyez rassuré : les honnêtes gens sont sur leurs gardes. Ils ont échappé par miracle aux dangers que leur fit courir une révolution qu'ils ont faite eux-mêmes; ils n'en feront plus, et surtout n'en laisseront plus faire par ceux de votre parti.

M. MIOT ET SA BROCHURE.

Cette brochure, signée par un représentant du peuple, est la sœur cadette de celle que je viens d'analyser. Elle reproduit les mêmes allé-

gations et dénégations de la part des parties intéressées; ainsi j'y trouve la lettre de Caussidière aux *Débats*, les lettres de MM. Elouin et Allard, la grrrande protestation du citoyen Pornin indigné, et quelques passages des *Mémoires* de Caussidière. Tout cela entrelardé de réflexions assez décousues, mal pensées et mal écrites. Ce n'était vraiment pas la peine de refaire ce qui avait déjà été fait. Le citoyen Jules Miot reproduit jusqu'aux articles des journaux déjà cités, avec les mêmes commentaires.

Il nous raconte sans rire la frugalité de son ami Caussidière, frugalité digne d'un Spartiate. Il en fait un saint homme, la providence des bons et la terreur des méchants.

Ce qui me frappe le plus en parcourant cette brochure, ce sont les contradictions flagrantes que je rencontre à chaque page. Ainsi à la page 54, M. Jules Miot, qui a signé ce livre, déclare que « le citoyen Jules Miot lui a communiqué « plusieurs lettres fort curieuses, etc. » Sans doute que, ne se sentant pas assez riche de son propre fonds, l'honorable représentant du peuple a jugé convenable de s'adjoindre des collaborateurs. L'un d'eux, par un sentiment d'amour propre bien naturel lorsque l'on prête son concours à un ouvrage aussi remarquable de style et de forme, a oublié d'effacer sa personnalité.

J'ignore combien d'écrivains se sont réunis pour composer ce factum, mais je puis les assurer qu'ils n'y ont pas mis de l'esprit comme quatre, car la chose est fort plate et fort ennuyeuse.

Comme MM. Miot et compagnie ont fait suivre la lettre de Caussidière aux *Débats* de commentaires très-malveillants, je crois devoir rapporter ici la partie de cette lettre qui me concerne, et déclarer quelles sont mes intentions à cet égard :

Londres, 19 février 1850.

A M. le Rédacteur des DÉBATS.

« Le sieur Chenu, qui a prêté son nom à
« l'œuvre qui vous enchante, sait à peine lire
« et écrire. Il a été condamné à *huit ans de tra-*
« *vaux forcés*, comme contumace, pour vol et
« assassinat dans son régiment. »

M. Miot ajoute :

« Cette lettre n'a pas besoin de commentaire;
« et, quelles que soient les *prétendues* pièces
« justificatives que le sieur Chenu lui oppose,
« nous savons à peu près à quoi nous en tenir
« sur le compte de ce singulier chroniqueur. »

Je reconnais bien là la bonne foi et la loyauté des démocrates. Puisque M. Miot a bien inséré

dans son *intéressante* brochure la lettre de Caussidière, il aurait dû, en historien impartial, rapporter aussi les pièces que j'ai fait insérer dans le journal la *Liberté*, par exploit d'huissier: heureusement que tout le monde a pu les lire, et juger le misérable dont il a entrepris la défense dans l'intérêt de son parti.

La lecture de ces pièces n'a sans doute pas convaincu le citoyen Jules Miot; il paraît en soupçonner l'authenticité, il en parle comme de prétendues pièces justificatives. Que dira-t-il à la lecture de cette nouvelle lettre signée du ministre de la guerre, M. d'Hautpoul lui-même, qui m'a été délivrée le 9 mars 1850, et qui se trouve à la suite de ma lettre à Caussidière en tête de cette nouvelle brochure?

Le défenseur officiel de l'ex-préfet parle du débat juridique que semble promettre cette affaire; mais il sait fort bien que tout débat juridique est impossible avec son ami, qui se trouve hors la loi. Comme il est lui, M. Miot, parfaitement attaquable et qu'il s'est rendu l'éditeur responsable d'une infâme calomnie, j'appelle ce débat juridique dont ils parlent tous par fanfaronade, je dépose une plainte contre lui et je demande à l'Assemblée législative l'autorisation de le poursuivre.

Tous les journaux rouges, le *National* en tête,

sont venus tour à tour protester contre le livre des *Conspirateurs*. Qu'ont-ils dit? tous à peu près la même chose : des allégations mensongères, de grossières injures; mais une véritable réfutation, pas un ne l'a tentée, parce qu'ils la sentaient impossible. Je ne puis donc analyser leurs articles, ils ont été reproduits par les *savants* auteurs des brochures, et j'y ai répondu.

J'ai éprouvé un instant de surprise en voyant le *National* commencer l'attaque; était-ce bien à lui, le vainqueur impitoyable de Juin, de prendre la défense des vaincus? c'était, selon moi, générosité de sa part; ses anciens ennemis étaient terrassés, il est venu leur tendre noblement la main, leur offrir le secours de sa force. C'était beau, c'était antique!

Pauvre innocent que j'étais de croire que le vieux *politique* avait agi ainsi par un pur sentiment de fraternité! Oh non! il l'a fait à gros intérêts; il a fallu, pour le payer de sa peine et de son dévouement, accepter un de ses hommes sur la liste rouge pour les élections du 10 mars. C'est là l'histoire de la candidature du citoyen Carnot. Si la récompense a été magnifique, le sacrifice aussi a été lourd; car c'est chose dure de s'allier ainsi avec ceux pour lesquels on n'a que souverain mépris.

Le *National* a peut-être oublié, après tout, les

mauvaises nuits que lui firent passer les illustres dont il prend si vaillamment la défense; on oublie si vite en temps de révolutions! mais le public n'oublie pas, c'est lui qui paie; et l'on se souvient que lors de l'apuration des comptes du Gouvernement provisoire, M. Marrast, ne pouvant rendre compte de l'emploi d'une somme de cinquante et quelques mille francs, déclara qu'ils avaient servi à faire surveiller Caussidière et sa bande.

Un autre journal rallié aux rouges, le *Siècle*, semble reconnaître la vérité de mes allégations; seulement il s'adresse aux journaux du parti de l'ordre, et leur demande ce qu'ils diraient si l'on allait chercher dans la poussière des greffes criminels les dossiers des Praslin, des Teste et des Cubières.

Je répondrai au *Siècle* que ce sont là des exceptions rares et fâcheuses, mais que dans le parti dont j'ai entrepris l'histoire, la règle générale, c'est le vice; l'exception, la vertu. Pour y trouver des types tels que ceux que j'ai décrits, il s'agit de prendre au hasard, on est toujours certain de tomber juste.

J'admire la naïveté du *Siècle*, il ne sait pas dans quel guêpier il se fourre. Il parle de dossiers; mais qu'il aille, à titre de renseignements, compulser ceux de la Mère Buquet, *r. des Colonnes*, 3!

Le lieu lui paraîtra peut-être suspect; mais il m'a fallu aller dans de singuliers endroits pour connaître la vie politique et privée de quelques gros bonnets du parti. Le *Siècle* y trouvera du moins des preuves irrécusables de la probité et de la moralité de certains *avocats du peuple.* Il y verra des signatures qui ne lui laisseront aucun doute.

Du reste, je préviens les parties intéressées, qui doivent comprendre ce que je veux dire, que je suis prêt à donner de plus amples détails, s'ils le désirent.

Je crois avoir répondu à tout ce qui a été dit sur mon livre. La tâche était facile du reste, car les attaques n'ont porté sur rien de précis. La seule lettre qui eût pu en détruire la portée se trouve être tout simplement une calomnie.



Le commandant Pernin.

CHAPITRE PREMIER.

INCENDIE ET PILLAGE DU CHATEAU DE NEUILLY.

Le lecteur retrouvera avec plaisir, je le pense, dans ces nouveaux chapitres, la plupart des personnages avec lesquels je lui ai déjà fait faire connaissance dans le livre des *Conspirateurs*.

Ceux qui m'ont reproché des exagérations pourront remarquer que j'avais au contraire jeté un voile sur quelques parties du tableau; car cette fois on ne pourra pas contester la véracité de mon récit : tout le monde a pu lire dans les journaux ce que je raconte. Seulement, je suis en mesure d'y ajouter certains détails intimes jusqu'alors inconnus.

Malgré tout mon désir de me montrer narrateur fidèle, je serai souvent forcé de glisser sur

les scènes les plus révoltantes, et de m'attacher alors au côté burlesque des faits plutôt qu'aux faits eux-mêmes. Quelle plume assez audacieuse pour retracer les passions sauvages et sanguinaires des misérables qui ont tenu en leur pouvoir Paris et la France épouvantés, et qui aujourd'hui encore sont à la veille de ressaisir leur puissance si les honnêtes gens n'y prennent garde!...

Une des préoccupations les plus terribles qui agitèrent les hommes du parti de Caussidière, après le 24 février, fut celle de mettre la main sur quelques-uns des membres de la famille royale, que le peuple vainqueur avait volontairement laissés échapper.

On conçoit qu'une pareille idée, dans la tête d'un homme comme Pornin, devait atteindre des proportions effrayantes. Aussi ne rêvait-il qu'aux moyens de détruire la *louve* et ses *louveteaux*; c'est ainsi qu'il appelait Mme la duchesse d'Orléans et ses enfants.

On les disait cachés à Paris ou aux environs; les Montagnards, partageant la haine de leur chef, étaient constamment sur pied pour découvrir leur asile.

—Nous voilà encore des prétendants sur les bras! s'écriait Pornin en fureur. Que le diable emporte ceux qui ont facilité leur fuite!

En politique, la générosité est un crime!

Un des émissaires du gouverneur, qui rentrait en ce moment, s'écria :

— Commandant, nous les tenons! je viens de découvrir leur retraite.

— Où sont-ils? dit Pornin, qui bondit à cette heureuse nouvelle.

— Au château de Neuilly, répondit Valtier, sous la garde de quelques domestiques. Mais hâtons-nous, je sais qu'on prépare leur fuite; nous n'avons pas de temps à perdre.

Il est bon de rappeler que nous avons déjà vu ce Valtier; c'est lui qui, sans cesse porteur de fausses nouvelles, me fit courir à Montrouge, par une nuit affreuse, en venant m'annoncer qu'une armée de paysans s'organisait dans cette commune pour renverser la République.

Pornin n'ignorait pas la crédulité de cet homme, qui admettait comme vrais les bruits les plus absurdes; mais, en cette circonstance, la nouvelle qu'il apportait flattait trop ses passions pour qu'il pût concevoir le moindre doute.

Il commanda sur-le-champ dix hommes des plus solides du poste, et, armé jusqu'aux dents, il se mit à leur tête et prit la route de Neuilly.

La nuit était sombre et le temps horrible; mais quelle tempête eût pu arrêter Pornin et sa bande!

Laissons-les cheminer à travers les flaques d'eau des Champs-Élysées, et devançons-les au château de Neuilly.

Là se passait une de ces scènes étranges et sauvages qu'il ne sera jamais donné à l'œil humain de revoir, à moins que la république sociale ne vienne nous reporter aux beaux jours qui ont suivi la révolution de Février, alors qu'on brisait les rails, qu'on brûlait les ponts et les stations des chemins de fer.

Pornin avait été précédé à Neuilly par une horde immonde qui s'y était rendue dans un but de pillage, et surtout pour vider les caves de Louis-Philippe. Voici comment la chose s'était passée.

Des bandits de tous les quartiers de Paris, souteneurs de filles et ne vivant que des fruits du vol et de la prostitution, profitèrent de la désorganisation de tous les services pour délivrer une partie des prisonnières de Saint-Lazare. Comme il n'y avait plus rien à faire à Paris, quelqu'un proposa le pillage des châteaux royaux, et un cri général s'éleva de cette foule : A Neuilly ! A Neuilly ! Toute cette tourbe alors se répandit comme un ruisseau fangeux à travers les rues, effrayant les habitants de ses cris et de ses chants obscènes.

Arrivée au château de Neuilly, elle se rua dans

les appartements, qu'elle mit au pillage. Quelques-uns descendirent dans les caves; une chaîne s'organisa comme pour un incendie, et en quelques minutes des milliers de bouteilles des meilleurs vins furent distribuées dans toutes les pièces du château, où s'étaient installés des couples éhontés.

On brisait les bouteilles pour ne pas se donner la peine de les déboucher; le vin coulait à flots sur les tapis et sur les riches tentures, et bientôt se manifesta l'ivresse dans ce qu'elle a de plus hideux. Les voûtes du palais retentissaient d'odieux blasphèmes; des femmes échevelées, presque nues, servaient d'échansons à des hommes débraillés, étendus sur l'or et la soie. Ici on se battait, là on se donnait des baisers.... L'orgie commençait.

C'est alors qu'arrivèrent Pornin et ses Montagnards, mouillés et crottés comme des *barbets*. Ils s'avançaient silencieux à travers le parc, certains de *pincer* la ci-devant duchesse et ses fils.

Quel ne fut pas leur étonnement, lorsqu'au détour d'une allée ils se trouvèrent en face du château, dont toutes les fenêtres étaient étincelantes de lumière! Ils s'arrêtèrent tout stupéfaits, comme sous l'effet d'un charme, et bientôt les chants de l'orgie vinrent jusqu'à eux à travers le silence de la nuit.

—Qu'est-ce que cela signifie? s'écria le gouverneur, retrouvant enfin la parole, et se tournant tout courroucé vers le malencontreux donneur de nouvelles.

—Je l'ignore, dit Valtier, c'est peut-être une ruse.

—Tu as pardieu raison, dit Pornin; allons en avant, citoyens!

Ils s'élancent alors au pas de course, et arrivent dans le premier salon, où gisaient péle-mêle une cinquantaine d'individus mâles et femelles, hurlant, jurant, chantant et buvant.

—Silence! tas de canailles! s'écria Pornin en prenant sa pose la plus formidable.

Et en même temps sa troupe mit la baïonnette en avant.

Loin d'imposer aux joyeux convives, les figures hétéroclites du gouverneur et de ses compagnons excitèrent une hilarité générale.

Une jeune Bacchante, à la mine effrontée, s'avança même vers lui toute chancelante, et le regardant en face :

—Que vient donc nous chanter cette vieille ganache? dit-elle, avec un geste qui ne peut se traduire.

Le citoyen gouverneur n'était pas disposé à rire, et l'on vit sa moustache rousse se dresser menaçante à cette irrespectueuse apostrophe.

Il allait même riposter d'une façon peu courtoise, lorsque tout à coup une voix s'écria :

—Tiens ! mais c'est ce vieux Pornin ! Bonjour, Pornin ! Où diable vas-tu dans cet attirail militaire ?

Un ami venait de le reconnaître, et cela ne pouvait manquer, car il eût été fabuleux que dans une troupe de chenapans de cette espèce il ne se trouvât pas quelques-unes de ses connaissances.

On s'empressa autour des nouveaux venus, on leur présenta des cruches pleines, et on les débarrassa de leurs fusils.

Les Montagnards, abasourdis de l'aventure, se laissèrent faire tout en grognant.

Quant à Pornin, lorsqu'il eut dégusté le précieux nectar, il oublia vite sa colère et le but de son expédition nocturne. Sa figure devint rayonnante.

—Allons, mes amis, dit-il, nous pouvons donc enfin nous *culotter* avec du vin de tyran ! C'est une occasion qui ne se présente pas tous les jours, profitons-en !

Les Montagnards s'empressèrent d'imiter leur honorable chef, et bientôt ils se trouvèrent au niveau de ceux qui les avaient devancés. On fraternisa donc, et le gouverneur, dans un saint transport, donna un nouvel élan à l'or-

gie ; un instant interrompue par sa subite arrivée.

Mais les forces physiques de l'homme sont quelquefois impuissantes à suivre l'ardente impulsion de ses désirs. En moins de deux heures, le palais était rentré dans le silence; les lumières elles-mêmes s'éteignaient successivement. La horde impure s'était endormie du sommeil de l'ivresse, et l'on n'entendait plus que des ronflements pénibles, ou bien encore quelques soupirs qui s'échappaient de sales groupes entrelacés.

Un homme cependant avait pu résister à ces immenses fatigues ; il planait de toute sa hauteur sur toutes ces brutes étendues à ses pieds: il était bien encore leur chef. Cet homme, est-il besoin de le dire, cet homme était Pornin !

La solitude dans laquelle il se trouvait, au milieu de cette foule, le livrant à lui-même, le rendait plus hargneux encore que de coutume; il cassait machinalement quelques goulots de bouteilles, dont il avalait le contenu d'un trait, assaisonnant le tout de réflexions d'une critique amère.

—Faut-il qu'un homme politique de ma force soit réduit à fréquenter de pareils animaux! pas un seul qui puisse soutenir la moindre discussion avec moi !

Et, de dépit sans doute, il s'ingurgitait un nouveau flacon.

Le vin commençait cependant à lui devenir insipide et fade; il eût bien préféré alors une bouteille de rhum. Cette liqueur, lorsqu'elle sent bien la *vieille savate*, a le privilége de lui chatouiller agréablement le palais. Ne trouvant pas sous sa main sa liqueur favorite, il se mit en quête, et, tout en trébuchant sur des monceaux de corps humains, il se dirigea vers les caves pour aller l'y chercher lui-même.

Il trouva l'escalier et se mit en devoir de le descendre, quand tout à coup il pesa de sa jambe de bois sur la poitrine d'un individu qui, dans son ivresse, n'avait pu franchir les dernières marches. La douleur lui fit pousser un cri féroce, et le gouverneur épouvanté perdit l'équilibre et roula jusqu'au bas de l'escalier. Un de ses pistolets partit dans la chute.

En voyant arriver sur eux cette masse informe avec une rapidité de rotation effrayante, cinq ou six ivrognes qui venaient de défoncer un baril d'eau-de-vie prirent la fuite en laissant tomber le flambeau sur la liqueur, qui s'enflamma aussitôt.

Pornin comprit le danger du premier coup-d'œil; mais, par une terrible fatalité, une de ses jambes, celle heureusement qui pouvait se rem-

placer par un manche à balai, s'était brisée, et il lui fut impossible de se tenir debout.

Le feu pourtant faisait de rapides progrès, le baril brûlait, et dans quelques minutes la liqueur repandue dans la cave allait tout embraser.

La chute de Pornin, loin de l'étourdir, avait au contraire dissipé son ivresse, et il n'en voyait que mieux l'imminence du péril. Ses efforts pour se relever étaient inutiles ; vingt fois il retomba sur le tronçon qui lui restait. Les vapeurs alcooliques dont l'air était imprégné lui montaient au cerveau, la terreur lui donnait le vertige ; s'il eût faibli un seul instant, il était perdu.

Enfin, réunissant toutes ses forces dans un suprême effort, il atteint en se traînant la première marche de l'escalier, et, s'aidant des mains et des genoux, il le gravit rapidement, fuyant devant l'incendie qui éclatait alors dans toute sa fureur. Les cercles du baril se sont brisés et la liqueur incandescente se répand sur le sol comme la lave brûlante échappée des flancs d'un volcan. Tous les spiritueux prennent feu en même temps, de fortes détonations se font entendre, les flammes s'élancent de toutes parts, et le gouverneur, brisé, moulu, tombe épuisé sur la dernière marche.

Tout cependant était tranquille à l'étage supérieur : les misérables, plongés dans un sommeil



de plomb, gisaient sur le parquet, confondus dans un infect pêle-mêle au milieu des bouteilles brisées.

Tout à coup un cri perçant, paraissant sortir des entrailles de la terre, retentit dans tout le palais ! C'est Pornin, que les flammes poursuivent, et qui appelle ses fidèles Montagnards à son secours. Le feu s'attache déjà au parquet et va tout dévorer. Le gouverneur, par un dernier effort, se précipite et vient rouler au milieu de ses amis, qu'il réveille en sursaut.

—Nous sommes *rifflés*, n... de D... ! leur crie-t-il ; sentez-vous le parquet ? Il brûle sous vos pieds ! Il faut *se cavaler*, et vivement !

Les Montagnards, encore à moitié endormis, mais épouvantés des cris que poussait leur commandant, se précipitent par les fenêtres, laissant Pornin se débattre au milieu des ivrognes qui l'injurient, et se rendorment profondément pour ne plus se réveiller.

Le malheureux, outré de l'abandon des siens, se jette à son tour par une fenêtre, et tombe sans connaissance sur le gazon. Les Montagnards le relèvent, et leurs soins empressés le rappellent à la vie.

Aux cris poussés par les témoins de cette scène affreuse, les habitants de la commune

accourent ; mais leurs efforts sont désormais inutiles : tout l'édifice est enveloppé par les flammes. Un exprès est envoyé au préfet de police, qui me charge aussitôt d'aller reconnaître sur les lieux les causes du sinistre.

Je fis arrêter quelques individus qui se sauvaient ; la rumeur publique les accusait de pillage. Ils étaient, autant que je puis me le rappeler, de la commune de Neuilly, ou du moins l'habitaient.

Quant à la bande venue de Paris, peu de ceux qui la composaient échappèrent aux flammes, et, pendant plusieurs jours, on retira des décombres des cadavres carbonisés.

Je ne fus pas peu surpris en trouvant là quelques Montagnards occupés à réparer l'accident arrivé au gouverneur, qui ne cessait de répéter avec un sérieux comique :

—*Ah ! que je l'ai échappé belle ?*

On le remit du mieux que l'on put sur ses jambes, opération qui coûta la vie à un jeune arbre du parc.

Le citoyen Pornin, remis de ses terreurs, prit le commandement du détachement qui ramenait les prisonniers à la Préfecture de police. Par mesure de précaution, il les fit lier et garrotter ; sur la route, il les traitait de misérables pillards.

Arrivé chez Caussidière, il lui fit un rapport plein d'ostentation, dans lequel il s'attribuait hardiment les honneurs de cette nuit néfaste, oubliant toutefois de parler de sa descente dans les caves et des dangers qu'il y avait courus.

Au dîner, il nous raconta ses tristes aventures de la nuit, et ne put retenir une exclamation de colère en lisant dans un journal que la Duchesse d'Orléans et ses fils venaient d'arriver sains et saufs en Allemagne.

CHAPITRE II.

UN BAL DE MONTAGNARDS AU CHATEAU DES TUILERIES.

La fibre sensible du citoyen gouverneur était dure, et cependant la nuit qu'il avait passée au château de Neuilly avait laissé une impression terrible dans son esprit, et il avouait volontiers qu'il lui fallait une distraction puissante pour chasser le funeste souvenir des dangers qu'il y avait courus.

Quelques jours après cet événement, il reçut une invitation pour un bal que se donnaient aux Tuileries les apprentis Montagnards qui y tenaient garnison. C'était pour lui une occasion magnifique de dissiper ses idées noires ; aussi se rendit-il sur-le-champ au château, qu'il n'avait jamais visité et qu'il lui importait de connaître ;

car déjà mille projets bizarres s'offraient à son imagination fertile pour embellir cette fête à sa manière.

Si le lecteur trouve surprenant qu'un homme comme Pornin, qui a vu et fait tant de révolutions, n'eût jamais pénétré jusqu'alors dans ce palais des *tyrans*, je vais lui expliquer ici cette étrange particularité de la vie du célèbre commandant des Montagnards. Il s'en faisait un mérite, et nous disait que jamais il n'avait pu assister à un combat dans les rues de Paris.

—La police de tous ces Bourbons m'a toujours considéré comme un des plus dangereux conspirateurs, et chaque fois qu'une émeute s'est préparée, j'ai toujours été *coffré* la veille du combat. En février même j'étais au dépôt de la préfecture dès le 22. C'est que mon nom, ils le savaient bien, vaut à lui seul des bataillons.

Le fait est que son impétuosité le portant à prendre des premiers la parole dans les réunions et dans les cabarets, il était toujours signalé à la police, qui en faisait son profit.

Il se rendit donc aux Tuileries, et ne fut pas peu surpris en voyant que les chefs avaient établi là une espèce de discipline, et que tout s'y passait à peu près régulièrement, au grand déplaisir, du reste, des jeunes commensaux de l'endroit.

Comme d'étroites relations étaient établies entre les hommes de la Préfecture de police et ceux des Tuileries, on connaissait déjà les exploits du citoyen gouverneur; aussi s'empressa-t-on de lui faire une réception digne de ses hautes *qualités*. On l'accueillit aux cris mille fois répétés de : vive le gouverneur!

Pornin fut enchanté des honneurs qu'on lui prodiguait, et s'écria, plein d'une douce émotion :

—Si je n'étais pas le gouverneur de la Préfecture, je voudrais être celui des Tuileries !

Il eût été flatté, en effet, de trôner en maître dans ce palais, lui qui n'avait jamais trôné que sur un tonneau. Nous verrons quelle suite de mésaventures vint modifier d'une manière complète ses idées ambitieuses à cet égard.

Il remercia chaudement ses *jeunes camarades*, et leur fit part du désir qu'il avait de visiter le château. On s'empressa de le satisfaire, et quelques officiers en blouse lui firent parcourir tous ces vastes et somptueux appartements. La rigidité républicaine du gouverneur se trouva bien choquée de tout ce luxe insolent, aussi stupide qu'inutile; il lança bien quelques sarcasmes contre ces affreux tyrans qui avaient sucé le sang du peuple pour entasser toutes ces richesses; mais, en fin de compte, il convint que c'était *chouette*.

Arrivé à la grande salle de la Paix, où devait se donner le bal annoncé pour le soir, il en admira les vastes proportions, et le projet qui l'avait amené aux Tuileries lui revint en mémoire. S'adressant alors à ceux qui l'accompagnaient :

—Vous donnez ce soir un bal, leur dit-il; avez-vous des femmes ?

—Non, lui fut-il répondu; mais nous avons de tout jeunes gens qui se déguiseront avec les robes des ex-princesses.

—Fi donc! dit Pornin; il vous faut des femmes, et je me charge de vous en procurer. La salle de bal est immense, je vous amènerai trois cents *Vésuviennes*, et nous *rigolerons*.

Comme ils se regardaient, se demandant ce que c'était que les *Vésuviennes*, le citoyen gouverneur se hâta de leur expliquer cette nouvelle invention révolutionnaire.

« Dans une république comme nous la voulons, dit-il, tout doit être en commun, à commencer par les femmes. Les *bégueules* du Gouvernement Provisoire ne veulent pas entendre parler de ce nouveau système; mais nous avons trouvé un moyen fort ingénieux pour leur forcer la main. Un exemple de communauté en grand leur fera comprendre que la chose est facile, et d'ailleurs l'habitude y formera les masses.

« Un de mes amis, jeune homme intelligent, s'est chargé de l'organisation d'un corps nombreux de jeunes filles de quinze à trente ans, toutes remplies de bonne volonté. Déjà plus de quinze cents ont adhéré à nos statuts. Je vais dire à Borme, leur colonel, d'en commander trois cents pour votre bal.

« Vous devez comprendre, mes enfants, que votre devoir est de vous faire les apôtres de cette doctrine. Elle vous est enseignée par la nature elle-même. A-t-elle jamais dit en créant les fruits de la terre : Ceci est pour tel ou tel? Non, elle a créé tout pour tous. La femme est la plus belle de ses créations; elle doit suivre la loi commune, et sa beauté doit être le partage de tous. C'est un fruit, il me plaît d'y goûter, j'y goûte. »

Les théories du citoyen gouverneur firent l'admiration des apprentis Montagnards; ils l'applaudirent avec chaleur et lui promirent de mettre ses maximes en pratique.

On voulut le retenir pour le dîner; mais comme il lui fallait prévenir son monde, il ne put accepter. On le reconduisit jusqu'à la Préfecture de police, non sans faire de longues pauses devant les comptoirs de tous les marchands de vin qui se trouvent sur la route. On se quitta en se promettant du plaisir pour le soir.

Ces fêtes que se donnaient entre eux les valets

du pouvoir, et que payait la France, doivent paraître bien naturelles. Ils ne faisaient que suivre l'exemple de leurs chefs : que faisait en effet le Gouvernement Provisoire lui-même? Il organisait d'immenses réjouissances aux Champs-Élysées et au Champ-de-Mars, et malgré la pénurie du Trésor on engloutissait des sommes énormes dans ces folies carnavalesques.

La nuit venue, Pornin, avec quelques Montagnards *d'élite*, se rendit dans la cour du Louvre, où il avait donné rendez-vous à Borme et à ses *Vésuviennes*.

Tout le monde avait été exact, et les *Vésuviennes*, sur deux rangs, bannières déployées, saluèrent de leurs vivats l'arrivée du gouverneur, qui se mit en devoir de les passer immédiatement en revue.

Il était revêtu de ses insignes; il portait une énorme cocarde rouge, un brassard et une ceinture de même couleur. Il n'avait pas encore le beau chapeau à la Henri IV dont j'ai parlé; mais il s'était coiffé ce jour-là d'un chapeau de sergent de ville, dont il avait rabattu un côté, et qu'il avait orné d'une superbe aigrette rouge.

Cette coiffure lui était devenue nécessaire, car sa chute dans les caves de Neuilly, où la tête avait porté la première, avait mis hors de service son chapeau à la *bousingot* qu'il avait depuis dix

sept ans, chapeau célèbre et bien connu de tout le parti. Malgré sa répugnance à quitter ce vieil ami, il devait s'y résigner par suite de petits désagréments qui blessaient son amour-propre. Ainsi, un jour, M. de Lamartine étant venu à la Préfecture pour voir le Préfet, se trouva face à face avec Pornin, et ne put retenir un violent éclat de rire à la vue du fantastique *sombrero.*

L'ami de Caussidière se montra fort galant avec les *Vésuviennes;* il les complimenta sur leur belle tenue, donna le bras au tambour-major, et le bataillon féminin se dirigea vers les Tuileries.

Le château était éclairé comme aux plus beaux jours de la royauté; seulement, au lieu des brillants seigneurs étincelants d'or et de soie qu'on voyait jadis se presser dans ces splendides salons, on n'y voyait circuler alors que des hommes déguenillés, des chenilles sur des fleurs!

Sur l'arc de triomphe qui fait face à la grille d'honneur on avait écrit sur un énorme transparent :

CE SOIR BAL A LA COUR.

ENTRÉE LIBRE.

Lorsque le citoyen gouverneur eut franchi la grille avec son escorte, quarante tambours battirent un ban, et le cortége en cotillons défila entre deux haies que formait la garnison, avide de connaître les héroïnes chargées de faire pré-

valoir le système communautaire. Les regards ardents fixés sur elles ne les intimidèrent nullement ; elles soutinrent avec intrépidité ce feu croisé, et l'examen leur fut favorable sans doute, car des applaudissements, des trépignements de joie les accueillirent.

On se répandit aussitôt dans les salons ; *chacun* choisit sa *chacune*, et l'orchestre préluda.

Les danses commencèrent, folles, échevelées ; il n'y avait pas là de ces sombres sergents de ville, ennemis nés des plaisirs, et qui prétendent enchaîner dans les bornes étroites de la décence les jarrets hardis de nos danseuses modernes. On pouvait donc se livrer à toutes les excentricités qui nous viennent des cannibales de l'Océanie. Aussi on doit penser que tout ce que les danses des barrières ont de dégoûtant fut dépassé par les hôtes des Tuileries et leurs dignes compagnes.

Pornin, qui avait déjà absorbé une grande quantité de rafraîchissements composés de liqueurs fortes, ne se sentait pas d'aise au milieu de ce *tohu-bohu* ; il était là dans son élément. Les poses anacréontiques des *Vésuviennes*, leur désinvolture, leurs jambes qui se développaient vigoureuses dans un certain pas où la danseuse porte son pied à la hauteur du visage du cavalier, lui montaient l'imagination au dernier

point. Le tambour major, *ex-déesse* de la Liberté, avait surtout captivé toutes ses sympathies : c'était, du reste, une fort belle femme, comme l'a dit un témoin au procès de Bourges (M. Beaumont, épicier démocrate).

Enfin, n'y tenant plus, Pornin s'avance, et, saluant gracieusement la déesse, il lui demande l'honneur d'une contredanse. Il fut accepté pour la première. Sur son invitation, le papa Vitou se tint prêt à lui faire vis-à-vis avec une autre *Vésuvienne*, surnommée *la Rosière.*

Au premier coup d'archet, Pornin enlace la taille de la majestueuse sylphide et s'élance dans le tourbillon. Ses yeux brillaient comme des escarboucles, et chacun se demandait comment il pourrait se tirer d'affaire avec sa jambe de bois. Ils ne connaissaient pas l'homme ! Une fois mordu d'une passion, rien ne pouvait plus l'arrêter; aussi fit-il des prodiges en cette circonstance. Il excita surtout les applaudissements lorsque, dans un pas de cavalier seul, il pirouetta sur sa jambe de bois à éblouir tous les yeux.

En vrai despote, Pornin ne voulait plus quitter sa séduisante danseuse, et cela paraissait assez convenir à la rusée commère, qui savait la puissance de son ridicule adorateur. Celui-ci lui faisait les plus magnifiques promesses, et leur donna sur-le-champ un commencement de réa-



Montagnards et Vésuviennes au château des Tuileries.

lisation en enjoignant au colonel Borme de l'élever, à l'instant même, au grade de porte-drapeau des *Vésuviennes*.

Tout allait donc bien, lorsqu'un incident vint troubler l'harmonie de la fête.

Un Anglais, alléché par l'affiche de la grille, s'était aventuré dans cette cohue, où il aurait pu rester longtemps inaperçu, tant les têtes étaient occupées par le plaisir; mais il y avait là un Montagnard qui ne s'amusait pas, tant il avait à cœur un échec récent : c'était Valtier. A la vue d'un homme en habit noir, porteur d'une barbe d'un blond rouge et de manières distinguées, il crut reconnaître le Duc de Nemours, profitant du bal pour pénétrer dans ses anciens appartements. Le saisir au collet, le traîner jusqu'au gouverneur, fut pour Valtier l'affaire d'un instant.

— J'en tiens un, cette fois ! s'écria-t-il; ne le reconnaissez-vous pas ? c'est le ci-devant Duc de Nemours !

Malgré les dénégations énergiques de l'infortuné fils d'Albion, Pornin lui-même le reconnut positivement et résolut de lui faire subir un interrogatoire.

Il se retira donc avec quelques officiers dans une pièce particulière, et là, après de longs débats, l'Anglais finit par prouver l'erreur dont il était victime. Valtier seul ne fut pas convaincu,

et, aujourd'hui encore, il est persuadé qu'il avait bien arrêté le Duc de Nemours.

Quant à Pornin, il congédia brusquement son prisonnier. Il avait hâte de rejoindre sa *Vésuvienne*, sachant que les absents ont toujours tort. Nous allons voir si ses craintes étaient fondées.

Pendant l'interrogatoire de l'Anglais, on avait servi le *media-noche*, et déjà les convives avaient pris place, lorsque Pornin rentra. On lui avait réservé la place d'honneur, et son Adèle se trouvait assise à sa droite; mais à côté de la belle fille s'était placé un beau garçon nommé Klein, jusque-là ami intime de Pornin. Mais hélas! comme l'a dit le bon La Fontaine :

> Deux coqs vivaient en paix; une poule survint,
> Et voilà la guerre allumée.

Le souper fut splendide. Quand vint le tour des chansons, on nomma Pornin président de la *goguette* des Tuileries, que l'on déclara fondée à partir de ce jour.

On chanta la gaudriole; puis le gouverneur donna le signal des chants politiques en entonnant de sa voix puissante le *Septembriseur*, hymne de sang du citoyen E. P. Lèroux, poëte et paillassonnier. Il fut fort applaudi.

Après les chants, les discours.

Un orateur de club développa les principes de la communauté, dont le matin même Pornin

avait donné un résumé à la garnison des Tuileries. L'orateur fit surtout ressortir les magnifiques effets qu'allait produire la création nouvelle du corps des *Vésuviennes*, et félicita le colonel Borme de son heureuse idée.

Il est un fait constant, c'est que Marrast déclara, un jour qu'elles assiégeaient l'Hôtel-de-Ville pour forcer le Gouvernement Provisoire à reconnaître leur institution, qu'il redoutait moins les vingt mille hommes du club Blanqui que ce bataillon en cornettes, et qu'il se vit forcé de leur accorder cinquante centimes par jour.

Pendant que Pornin prêtait toute son attention à l'orateur, il s'aperçut tout à coup que sa voisine l'avait complétement oublié, et que, penchée sur son ami Klein, elle passait gracieusement sa main dans la barbe longue et touffue qui ornait le menton du beau Montagnard.

Pornin, furieux de jalousie, fit à son rival un geste menaçant, et lui ordonna de s'éloigner au plus vite ; mais celui-ci lui rappela fort à propos ses théories sur la femme, et proposa de s'en rapporter au choix de la donzelle.

Pornin, dans son orgueil, y consentit.

La *Vésuvienne*, comme tous les convives, subissait l'influence des vins généreux qui avaient circulé avant, pendant et après le repas, et la dignité du gouverneur ne pouvait plus guère

peser dans la balance. Elle se souvenait bien de ses pompeuses promesses; mais en voyant sa rugueuse figure, sa barbe inculte et surtout la saleté de toute sa personne, saleté dont est fier tout véritable Montagnard de l'espèce de Pornin, elle jugea qu'il n'y avait pas compensation, et, faisant une moue dédaigneuse, elle se jeta dans les bras de Klein.

Toute la salle partit d'un joyeux éclat de rire; l'ivresse avait nivelé les rangs, et l'on applaudissait au choix de la *Vésuvienne*.

Le terrible gouverneur se leva livide de colère, jurant qu'il ne voulait pas s'en rapporter aux stupides caprices d'une femme. Armant un de ses pistolets, il allait casser la tête de son adversaire, lorsque celui-ci, à la vue d'un pareil danger, perdit tout respect, lui arracha son arme, et d'un violent coup de poing l'étendit à ses pieds. Et comme le vaincu poussait des vociférations assourdissantes, il le saisit, le traîna jusqu'à la porte et le jeta brutalement dehors.

Pornin, se voyant ainsi éconduit aux acclamations de toute cette foule, resta un instant muet de rage et de fureur; mais reprenant bientôt toute son énergie, il formula une horrible imprécation contre ces misérables qui avaient osé faire de lui un objet de risée.

—Riez bien! s'écria-t-il en menaçant d'un

geste farouche le palais, riez ! Moi, je fais le serment que vous paierez cher l'injure que vous avez imprimée à mon front.

D'un pas rapide comme sa colère, il se rendit à la Préfecture, éveilla son ami qui était couché depuis longtemps.

— Je viens des Tuileries ; il s'y passe des choses infâmes ; j'en ai été moi-même révolté ! Dans l'intérêt des mœurs, dont tu es le gardien, il faut chasser honteusement cette canaille.

Caussidière, *qui n'était pas seul*, lui promit tout ce qu'il voulut, et en effet, quelques jours après, Caillaud et moi nous reçûmes l'ordre d'expulser la garnison des Tuileries.

Ainsi, ce que n'avaient pu obtenir jusque-là les réclamations incessantes des habitants du quartier, le préfet l'accorda aux rancunes de son gouverneur.

Quant aux hôtes des Tuileries, le départ de Pornin ne changea rien au programme de leur fête ; l'orgie continua. Les *Vésuviennes* eurent l'audace de revêtir les robes des princesses, et ces impures créatures, avec les infâmes brigands qui applaudissaient à leur cynisme, poussèrent l'impiété jusqu'à faire, cette nuit-là, leurs latrines de la chapelle du château !!! Mais je m'arrête, mon cœur se soulève en racontant ces hideuses saturnales, et j'en demande pardon à mes lecteurs.

CHAPITRE III.

LE 15 MAI.

Depuis longtemps déjà, comme je l'ai dit ailleurs, Caussidière et son parti étaient mécontents de la marche imprimée à la Révolution. Dès les premiers jours du Gouvernement Provisoire, ils avaient résolu d'en renverser la partie modérée, et s'ils ne mirent pas leur projet à exécution, c'est qu'ils ne se crurent pas encore assez forts pour mener à bien une pareille entreprise. La réception que l'on fit dans un grand nombre de départements aux commissaires de Ledru-Rollin, le cri d'indignation qui s'éleva dans toute la France à la lecture de ses fameuses circulaires, lancées dans l'unique but de sonder l'opinion, les avertirent que les temps n'étaient pas arrivés.

Ils ne désespérèrent pas pour cela de réussir

un jour; mais ils résolurent d'agir avec plus de circonspection, malgré l'avis contraire des plus violents d'entre eux, qui disaient qu'attendre était abdiquer. Ils s'appliquèrent donc à révolutionner la France; c'était la première, l'unique recommandation que l'on faisait aux commissaires des départements. « Vous vous occupez trop de vos élections, leur écrivait-on chaque jour, et pas assez d'agitation. Agitez, agitez le pays; créez des clubs, allez-y vous-mêmes; organisez des fêtes, des promenades révolutionnaires. » C'est au milieu de ces préoccupations que se préparèrent les élections des représentants à l'Assemblée Constituante, et l'on convint d'attendre la réunion de cette Assemblée pour bien connaître ses forces. On sait que les provinces ne donnèrent pas tout à fait le résultat que l'on attendait.

Quant à Paris, il ne devait pas y avoir de lutte possible. Les grands agitateurs y faisaient vivre le peuple dans une espèce de fièvre révolutionnaire, et c'était surtout par les clubs que l'on remuait la multitude de cette grande ville.

Vers l'époque de la réunion de la Constituante ils avaient atteint leur apogée de puissance, et ils étaient devenus véritablement redoutables. Le seul club Blanqui comptait vingt mille hommes armés et organisés militairement.

Les plus ardents du Gouvernement Provisoire et Caussidière lui-même avaient été vite débordés par Blanqui et ses adhérents; ils redoutaient sa sombre énergie, et employaient tous les moyens pour la combattre. Il s'était franchement déclaré leur ennemi et ne dissimulait pas ses desseins à leur égard. Malgré tous leurs efforts, il était parvenu à se faire un grand nombre de partisans parmi les Montagnards de l'Hôtel-de-Ville et de la Préfecture de Police. Ce sont eux qui faisaient la police armée de son club, et l'on peut dire qu'ils lui appartenaient corps et âme. Caussidière avoua lui-même à la Chambre que pendant quinze jours il avait été sous le coup d'un complot tramé contre sa vie par plus de cent des siens, excités par Blanqui. Le puissant Préfet n'osa pas les désarmer; seulement il parvint à les envoyer occuper la caserne Saint-Victor.

Lors de la manifestation du Champ-de-Mars, les Montagnards du poste des morts à l'Hôtel-de-Ville, tous communistes et habitués du club du Conservatoire, pensant qu'il allait y avoir combat, avaient rempli de terre les canons des fusils des gardes républicains leurs camarades, et le colonel Rey dut prendre les plus grandes précautions pour en renvoyer vingt-trois des plus coupables.

D'autres misérables, tels que Villain, Huber,

Lacambre, trônaient en souverains du haut de leurs tréteaux révolutionnaires sur une assemblée composée d'hommes au visage sinistre, au langage d'assassins. Ils avaient enveloppé Paris de leurs ramifications infinies; ils avaient établi une inquisition redoutable aux honnêtes gens, et la moindre parole était chaque soir commentée, incriminée dans les clubs. Ils s'étaient adjugé le monopole de la parole pour pervertir les malheureux ouvriers par leurs doctrines subversives de la société, de la propriété et de la famille. Eux seuls pouvaient à leur aise attaquer tout ce qu'il y a de plus sacré au monde, certains d'être applaudis par une foule hébétée et sauvage.

Mais si un orateur voulait en appeler à la saine raison, s'il entreprenait la défense des droits sacrés de la propriété et de la famille, aussitôt des murmures, puis des cris s'élevaient de tous les points de la salle; si l'orateur tenait bon, des hommes placés à dessein autour de la tribune l'en arrachaient violemment, et, honni, conspué, battu même, il se voyait mis à la porte. Le président s'écriait alors d'une voix railleuse :

—Vous le voyez! ils ne savent que dire en faveur de leurs vieilles idoles! Leurs raisons sont si pitoyables qu'elles soulèvent l'indignation générale et qu'on ne peut les entendre. Nous

aimons cependant la discussion, car c'est du choc que peut naître la lumière.

Un orateur de la coterie occupait alors la tribune, et la farce était jouée.

Blanqui, leur maître à tous, avait trouvé un moyen terrible pour arriver à la réalisation de ses sinistres desseins. Voici les instructions qu'il donnait aux orateurs les plus dévoués :

« Il vous suffira, leur disait-il, d'inquiéter, d'effrayer sans cesse l'opinion pour entraver le développement pacifique des institutions républicaines, pour empêcher la confiance et le crédit de renaître. Organisons systématiquement la misère, ce sera là le plus puissant auxiliaire pour le triomphe de notre cause. »

Ce n'était pas seulement sur les hommes qui fréquentaient son club que Blanqui exerçait son influence fatale; il excitait un véritable enthousiasme chez les femmes, qui venaient en grand nombre l'admirer et l'applaudir. Elles aimaient en lui cette frêle complexion qui semblait le rapprocher de leur sexe; elles frémissaient sous ce regard fixe et sanglant qui sondait jusqu'au fond des consciences, en présence de cette face livide et cadavéreuse, de cette parole pointue et vibrante. On voyait que l'âme brûlante de cet homme dévorait l'enveloppe fragile dont elle est recouverte.

Tous les clubs, du reste, étaient fréquentés par des mégères qui rappelaient les tricoteuses de la Convention ; et les orateurs, loin de les envoyer à leur pot-au-feu, s'adressaient au contraire souvent à elles, et, les sachant plus impressionnables que les hommes, leur faisaient un devoir de faire de la propagande dans l'intérieur de leurs ménages.

On en a vu appeler de tous leurs vœux le retour de la sainte guillotine et le jour des vengeances du peuple. Elles murmuraient, en quittant ces repaires, le terrible *Ça ira!* des plus mauvais jours de 93.

La plus redoutable de ces réunions était le Club-des-Clubs, fondé par Sobrier et Longepied dans la fameuse maison n° 16, rue de Rivoli, dans les bureaux du journal *la Commune de Paris*. Ce club était composé des délégués de tous les clubs de Paris et de la banlieue, qui tous y envoyaient trois ou quatre de leurs membres les plus fougueux. Ce qui donnait une nouvelle force à cette institution, c'était la protection avouée dont la couvrait le Ministre de l'Intérieur, M. Ledru-Rollin lui-même.

Ainsi Sobrier s'était donné une garde ; il avait ses Montagnards comme le Préfet de Police, et cette garde était payée par le Gouvernement. Il lui fallait des armes pour les délé-

gués des clubs ; on lui délivra quatre cents fusils et trente mille cartouches. Un des rédacteurs de *la Commune de Paris* me dit un jour : « Nous couchions sur des barils de poudre; tous les étages étaient encombrés d'armes et de munitions. »

On ne parlait là que d'incendie et de pillage ; on y proférait des menaces atroces contre la garde nationale et la bourgeoisie.

Lorsque Longepied se fut bien assuré du dévouement des délégués, il choisit parmi eux cinq ou six cents des plus exaltés, et les lança pour révolutionner les départements, qu'ils effrayèrent de leur audace et de leurs infâmes doctrines. Pour cela il avait fallu des fonds; mais le Trésor était là. On s'entendit avec le Ministre de l'Intérieur, et chacun de ces nouveaux apôtres de la foi républicaine et sociale reçut une indemnité de 10 francs par jour.

Dans leurs rapports à leurs chefs, rapports qui furent saisis rue de Rivoli, on trouve dénoncés et signalés aux vengeances des patriotes les hommes les plus probes et les plus considérables, et parmi eux un grand nombre des représentants que la province envoya à l'Assemblée Constituante.

Des sous-officiers choisis parmi les plus avancés furent également envoyés dans toutes

les garnisons pour dénoncer les chefs et désorganiser l'armée.

Comme ces messieurs étaient assurés du succès pour le premier coup de main qu'ils voudraient tenter, ils avaient tout préparé pour le jour du triomphe, et la vieille société, anéantie, devait ressortir toute neuve de leurs mains créatrices. On a trouvé chez Sobrier un décret proclamant un comité de salut public et l'abolition radicale de tous les pouvoirs.

Ils devaient être remplacés par des comités communaux composés, sur 7 membres, de 5 ouvriers bien connus par leur patriotisme, devant diriger toutes les affaires. Par ce décret toutes les gardes nationales étaient dissoutes, et tout garde national qui sortirait armé était mis hors la loi. Il établissait un impôt extraordinaire progressif, payable dans le plus bref délai, et la confiscation des biens de ceux qui mettraient du retard à effectuer ce paiement.

Nous retrouvons les mêmes projets au club des Droits-de-l'Homme, dont Villain était le président. On lui avait donné pour demeure le Palais-National. Là, comme chez Sobrier, comme à la Préfecture de Police, on fabriquait des cartouches, on fondait des balles nuit et jour. Cette société, la plus vieille de toutes, comptait plus de quarante mille affiliés.

Voilà les hommes qui préparaient la ruine de la France et de la civilisation de l'Europe, si la Providence eût permis leur triomphe le 15 mai! Je dis la Providence, car les hommes aux mains desquels était le pouvoir ne faisaient rien pour réprimer tant d'audace et prévenir d'aussi atroces projets; tout au contraire, on sembla les protéger, jusqu'au jour où, par un attentat inouï contre l'Assemblée Nationale, ils voulurent commencer l'œuvre qu'ils avaient si longtemps préparée, et où la garde nationale de Paris, à peine constituée, vint sauver la France sur les marches de l'Hôtel-de-Ville.

Mais que peut-on trouver d'extraordinaire dans ces complots de la part d'énergumènes ennemis avoués de tout ordre et de toute société, d'hommes qui prenaient pour leurs modèles les Danton, les Marat, les Robespierre? Que peut-on trouver d'extraordinaire en présence des actes du pouvoir lui-même?

Quel était le devoir du Gouvernement? N'était-ce pas de faire aimer la République qu'il avait fondée, de faire respecter cette Assemblée qui allait se réunir pour jeter les bases fondamentales du gouvernement républicain? Quelques-uns de ses membres ne comprirent pas ainsi leur mission. Avant la réunion même de la Constituante, on la menaçait déjà dans son existence;

on laissait pressentir la violation du 15 mai.

Il devient donc nécessaire, pour faire ressortir la complicité de certains membres du Gouvernement provisoire, de donner ici quelques extraits des circulaires, des discours qui affectèrent le pays d'une impression si douloureuse.

Qui ne se rappelle le fatal *Seizième Bulletin de la République* (15 avril), rédigé, dit-on, par une femme célèbre, et choisi à dessein entre trois rédactions de nuances différentes? Je n'en rapporterai que quelques lignes, parce qu'elles se rapportent plus spécialement aux événements du 15 mai :

..... « Les élections, si elles ne font pas triompher la vérité sociale, si elles sont l'expression des intérêts d'une caste, arrachée à la confiante loyauté du peuple, les élections, qui devaient être le salut de la République, seront sa perte, il n'en faut pas douter. Il n'y a alors qu'une voie de salut pour le peuple qui a fait les barricades : ce serait de manifester une seconde fois sa volonté, et d'ajourner les décisions d'une fausse représentation nationale.

« Ce remède extrême, déplorable, la France voudrait-elle forcer Paris à y recourir? »

Ainsi, voilà la France bien avertie; elle ne doit nommer que des républicains de la veille, des hommes désignés par ces fameux commis-

saires et délégués des clubs que nous savons. Si les départements envoient à Paris de ces hommes honorables, instruits aux affaires, qui n'ont pas appelé la République de leurs vœux, mais qui l'ont franchement acceptée, vous l'avez entendu, le bon peuple de Paris courra de nouveau à ses chères barricades, et vous renverra vos représentants, s'il en reste.

Il est vrai que les illustres que l'on impose à vos suffrages n'ont peut-être pas une bien grande habitude des affaires ; que la plupart d'entre eux ont même fort mal géré leur propre patrimoine, et que tous s'entendent beaucoup mieux à culotter des pipes autour d'un bol de punch qu'à faire des lois. Mais qu'est-ce que cela fait ? Ils sont républicains de la veille, cela doit suffire ; et puis ils s'instruiront aux dépens de la France : elle est encore bien heureuse que des hommes de leur mérite consentent à s'occuper de ses affaires ! Ils ont dissipé leur fortune privée ? raison de plus pour les nommer : n'auront-ils pas les *bienheureux vingt-cinq francs* par jour ? ce sera la juste récompense de leurs travaux passés et futurs.

M. de Lamartine annonce hautement aux souverains de l'Europe que la République française n'entend point faire de propagande sourde ou incendiaire chez ses voisins : ce n'était pas

l'affaire du ministre de l'intérieur ; c'est organisée par lui, soldée par lui, armée par lui, dirigée par des agents qu'il avait accrédités, qu'une bande partie de Paris envahit le territoire de la Belgique. On sait quel fut son sort.

Des journaux, prêchant la haine des citoyens les uns contre les autres, sont expédiés en franchise par ballots énormes dans les départements. Des affiches incendiaires couvrent les murs de Paris ; l'une d'elles, provoquant au pillage et à la guerre civile, sort du ministère de l'intérieur, et ce sont les gardes de ce ministère qui la placardent eux-mêmes.

Ce n'est plus seulement dans les bas-fonds du parti que se trament les conspirations; des conciliabules nocturnes se tiennent dans le cabinet du ministre lui-même, et à ces réunions sont appelés les plus célèbres chefs de clubs, Barbès, Sobrier, Villain, Longepied et autres ; Longepied aura, le 15 mai, un *laissez-passer* signé de Ledru-Rollin.

Que se passait-il dans ces conciliabules ? On discutait la formation d'un comité de salut public devant remplacer le Gouvernement Provisoire. Ainsi, dès le 16 avril, le mouvement a pour fauteur le préfet de police ; il est organisé matériellement par Barbès et Blanqui. Ce jour-là la dictature est offerte à Ledru-Rollin et acceptée.

Mais il n'osa aller jusqu'au bout ; il courut chez M. de Lamartine et lui parla même des offres qui lui avaient été faites ; il lui dit qu'ils allaient être attaqués par cent vingt mille hommes, à la tête desquels devaient se trouver vingt mille clubistes armés.

Au milieu de l'anxiété du Gouvernement Provisoire, qui, trompé par de faux rapports, n'avait pu prendre aucunes mesures, la garde nationale du douzième arrondissement parut tout à coup sur le pont aux cris de : *Vive la République !* et la république modérée fut sauvée.

C'était donc dans les hautes régions du pouvoir qu'était l'agitation ; il fallait la faire descendre dans la rue : Louis Blanc se chargea de ce soin.

Dans les réunions du Luxembourg, il avait fait concevoir aux ouvriers des espérances irréalisables, et lorsque l'assemblée fut réunie, elle ne put répondre à des exigences au-dessus de de toutes les forces humaines : c'était ce que l'on voulait. Les classes ouvrières, furieuses de ce qu'elles appelaient la mauvaise volonté, l'inertie de la Chambre, étaient prêtes à répondre au premier appel de l'émeute. Si l'on doute que ce ne fût pas là la conséquence des utopies du Luxembourg, écoutez :

.....« Nous parlons d'avoir, de former une

assemblée de députés! Vous êtes une assemblée de députés, vous êtes l'assemblée des députés du peuple; et, que l'assemblée nationale s'installe ou non, celle-ci, j'en ai la confiance, ne périra pas...

.....« Étant presque enfant, j'ai dit: Cet ordre social est inique; j'en jure devant Dieu, devant ma conscience, si jamais je suis appelé à régler les conditions de cette société inique, je n'oublierai pas que j'ai été un des plus malheureux enfants du peuple, que la société a pesé sur moi. Et j'ai fait contre cet ordre social, qui rend malheureux un si grand nombre de nos frères, *le serment d'Annibal!*.....

.....« Et quand je dis que le prolétariat est l'esclavage, je dis un mot dont j'ai approfondi la portée, croyez-le bien. On a proclamé le suffrage universel.—Est-il l'expression de la volonté du peuple? Oui, *dans une société où toutes les conditions seraient égales;* oui, dans une société où chacun aurait le libre développement de son esprit et de son cœur. Dans *la société actuelle, non! non! mille fois non!*

« Mes amis, sachez-le, vous serez non-seulement puissants, vous serez non-seulement riches, vous serez rois : car tous les hommes sont égaux, tous les hommes sont rois!....

« Sentiments de modération tempérés par une

résolution de vigilance; sentiments d'ordre, mais tempérés par la volonté de rester frères; et, s'il le fallait, *douloureuse nécessité, nécessité bien comprise, de se faire soldats!*

« Vive la République! qui fera qu'il n'y aura plus de riches ni de pauvres.....

« Au point de vue moral comme au point de vue matériel, le système sur lequel la société est basée est un système *infâme!*

« Votre concours peut nous être utile par la force que vous nous communiquez, force morale qui doit nous mettre en état de dire à l'assemblée : Voici les projets de loi que nous présentons; ces projets de loi, ce n'est pas Albert, ce n'est pas Louis Blanc qui les présentent; c'est le peuple représenté par ses délégués; traitez avec lui, et, maintenant qu'il est organisé, *repoussez-les si vous l'osez!* »

Quelle cynique audace! Le pygmée du Luxembourg avoue lui-même qu'il a fait le serment d'Annibal contre la société. Il attaque le suffrage universel, qu'il a décrété lui-même; il le déclare mauvais dans une société inique comme la nôtre!

Oui, monsieur Louis Blanc, la société s'est montrée non pas inique, mais imbécile, en souffrant au pouvoir des énergumènes de votre espèce! Oui, le suffrage universel est une création

stupide, puisque par lui vous et les vôtres avez été appelés à représenter la France !

Mais si l'auteur de l'organisation du travail s'en prend, dans ses idées de désorganisation, à tout ce qui devrait être le plus sacré pour lui-même, quel magnifique piédestal il élève aux ouvriers ! Ils seront riches, en dépouillant ceux qui possèdent, sans doute ; car ce ne sont pas leurs travaux au Luxembourg qui doivent amener ce résultat heureux. Ils y apprennent plusieurs choses, il est vrai : l'habitude de la paresse, l'orgueil et la gourmandise ; car il paraît que votre table était bien servie, et nos gaillards ne s'en plaignaient pas. *Ils seront rois !* Oh ! républicains, je voudrais bien voir ça, par exemple, un peuple de rois !.....

Ce ne sont là que des pasquinades, que les bagatelles de la porte, comme disent les banquistes, pour amuser les badauds ; ce que M. Louis Blanc veut surtout faire bien comprendre à ses chers amis les délégués, pour qu'ils le répètent au peuple, c'est cette *nécessité douloureuse*, hypocrite ! *nécessité bien sentie* de *se faire soldats*, si les lois qu'il présentera, lui, M. Louis Blanc, au *nom* du peuple, sont repoussées par l'assemblée. C'est un homme habile et *pas si peuple* qu'il veut bien le dire ; il appelle bien le peuple aux barricades ; mais c'est un mot

populacier; il enveloppe son cri de guerre civile dans une tournure savante, mais qui n'en est pas moins infâme.

Les délégués, au sortir de ces conférences, se répandaient dans les clubs, dans les sociétés d'ouvriers, et y rapportaient ces utopies, ces rêves impossibles. Les ouvriers devenaient alors exigeants avec leurs patrons, les ateliers se fermaient; c'était autant de gagné pour l'émeute.

On avait dit aux ouvriers qu'ils étaient rois, et ils avaient pris la chose à la lettre. Ainsi, voici un échantillon des questions que l'on agitait dans les clubs :

« Quel serait le devoir des citoyens, si l'Assemblée nationale venait à marcher dans des errements stationnaires et n'extirpait pas d'une manière radicale tous les abus; en un mot, si elle n'était pas républicaine dans la plus large acception du mot? »

On répondait à l'unanimité :

« L'insurrection! l'insurrection étant, dans ce cas, le plus saint et le plus sacré des devoirs. »

Enfin j'arrive au héros de la Préfecture de police, au citoyen Marc Caussidière; il était l'un des plus ardents moteurs, la cheville ouvrière de tous ces complots. Il n'avait, du reste, eu qu'une seule et unique pensée depuis le 24 février, celle de renverser la partie modérée du

Gouvernement Provisoire, et d'élever une dictature sur ses débris, la sienne peut-être! On est porté à le croire lorsqu'on le voit, chez Sobrier, se montrer opposant à une liste d'un comité de salut public ainsi composé : Raspail, Blanqui, Kersausie et Cabet (anciens), Ledru-Rollin et Flocon (nouveaux). Et savez-vous quel est le prétexte de l'opposition du vertueux Caussidière? c'est qu'il y trouve trop de communistes! Brave homme, va! si on eût eu la bonne idée de mitiger cette liste en y ajoutant votre nom!

Cet accouplement de Blanqui et de Ledru-Rollin jeta le désordre dans le camp d'Agramant; ces deux hommes se détestaient *fraternellement*, et l'on ne put s'entendre. Pour décider Ledru-Rollin, Sobrier lui dit : « Eh bien, si vous ne voulez pas marcher avec nous, *vous serez jeté par la fenêtre, dimanche, avec les autres; nous sommes en mesure.* »

Caussidière cependant, en véritable homme d'action, se préparait aux grands moyens. Il réunit à la Préfecture quarante-huit commissaires de police de Paris et de la banlieue, et, de sa voix la plus menaçante, il leur adressa l'allocution suivante :

« Je vous trouve trop tièdes; vous devez faire comprendre aux quartiers inféodés aux vieilles opinions que la moindre manifestation de leur

part serait le signal d'un mouvement écrasant.

« Les hautes classes seront épargnées si elles restent sages; mais, je vous le dis, elles ont suspendue sur la tête l'épée de Damoclès, et cette épée dans la main du peuple est une HACHE. Si les députés de la province résistent au vœu de Paris, ils seront écrasés.

« Dites bien à vos stupides bourgeois, à vos gardes nationaux, dites-leur que s'ils ont le malheur de se laisser aller à la moindre réaction, 400,000 travailleurs attendent le signal pour faire table rase de Paris; ils ne laisseront pas pierre sur pierre, et pour cela ils n'auront pas besoin de fusils: des allumettes chimiques leur suffiront!... »

Quand Caussidière parle d'allumettes chimiques, il parle par diminutif, et pour se faire comprendre de ses commissaires. Il s'était procuré certain moyen plus expéditif pour chauffer les *stupides* bourgeois de Paris. Il avait fait venir d'Angers, à petit bruit, des bombes incendiaires. La preuve en est acquise par une lettre de son ami Grandmesnil à un sien neveu, fabricant de matières pyrotechniques en cette ville.

« Marc vous recommande vivement, disait la lettre, de fabriquer dans le plus grand secret et d'apporter quelques-unes de vos bombes.

Vous ne craignez plus rien; mais silence chez vous et ailleurs à ce sujet. »

Pourquoi ce secret, citoyen Caussidière? n'étaient-ce pas là vos fameuses bottes d'allumettes chimiques? Et le feu grégeois retrouvé par Borme, le galant colonel des *Vésuviennes!* mais nous en parlerons tout à l'heure.

Ainsi, tout est bien convenu, préparé pour la violation de l'Assemblée Nationale, même avant de savoir quelle serait la marche qu'elle adopterait. C'est que tous ces hommes, fauteurs éternels de révolutions, ne craignaient rien tant que de voir s'établir un gouvernement régulier. Le Préfet de police, le plus impatient de tous, voulait jeter l'Assemblée par les fenêtres, dès le jour de son installation, le 4 mai; ses complices étaient plus prudents, ils craignaient la garde nationale et ne voulaient pas manquer leur coup. Ils cherchaient donc un de ces prétextes qui entraînent les sympathies des masses et qui paralysent même la bonne volonté de ceux qui ne voient les révolutions qu'avec déplaisir. Ce prétexte vint s'offrir à eux dans les premiers jours de mai.

Un soir, on annonça dans les principaux clubs de Paris que des Polonais, arrivés le jour même de la Gallicie et du duché de Posen, demandaient la parole pour une communication

importante. — Quelques-uns de ces Polonais étaient des Français qui avaient fait partie de la première colonne partie par le chemin de fer du Nord, et qui revenaient après le désastre de Cracovie.

En acteurs habiles, ils avaient conservé la couleur locale; le costume, la toque, rien ne manquait à la mise en scène : aussi furent-ils accueillis avec enthousiasme, lorsqu'ils parurent à la tribune. Je ne parlerai que de celui qui prit la parole au club Blanqui, et dont les autres ne furent que la copie.

« Citoyens, s'écria-t-il, vous voyez devant vous une infortunée victime de la barbarie des despotes du Nord. Votre glorieuse Révolution nous avait ouvert les chemins de l'Allemagne, et de longues files d'exilés se dirigeaient le cœur joyeux vers la patrie, qu'ils allaient revoir après dix-huit ans d'absence. Mais à peine avions-nous touché son sol chéri, qu'au mépris de la parole donnée, Autrichiens et Prussiens nous ont indignement attaqués, et à l'heure qu'il est Cracovie pleure de nouveau ses enfants tombés sous les balles de ses éternels ennemis; à l'heure qu'il est le grand-duché de Posen est couvert de cendres et de ruines; les populations polonaises, retirées dans les forêts, sans armes, sans chefs, soutiennent une lutte impossible

mais désespérée. C'est en vous, Français, c'est en votre magnanime courage que nous plaçons notre dernière espérance ! Laisserez-vous périr notre malheureuse patrie, écrasée sous la botte moscovite ? Avez-vous oublié que nous combattîmes à vos côtés dans vingt batailles immortelles ?

« Échappés au massacre de nos frères nous venons vous demander vengeance ! »

A ce douloureux récit des nouveaux désastres de la Pologne, la foule répond par un long cri d'indignation.

— Vengeance ! mort aux tyrans ! s'écrie-t-on de toutes parts ; à bas le czar ! vive la Pologne ! Il faut déclarer la guerre à la Russie, sommer Nicolas de proclamer l'indépendance de la Pologne.

Un orateur s'élance à la tribune, et le silence est longtemps à se rétablir, tant l'agitation est profonde.

« Citoyens, dit l'orateur, j'aime votre noble enthousiasme, votre ardente sympathie pour une nation malheureuse et amie ; mais il ne nous appartient pas de déclarer la guerre : il y a une Assemblée Nationale à qui revient ce droit; nous ne pouvons que lui manifester nos vœux. Je propose donc d'organiser une manifestation pour lui présenter une pétition en faveur de la Pologne. »

— Oui ! oui ! nous irons tous ! et nous saurons bien contraindre les représentants à obéir au peuple, leur souverain.

— Eh bien, citoyens ! nous allons nous entendre avec les autres clubs, et vous serez avertis du jour que nous aurons désigné.

C'était bien là le prétexte que demandaient les chefs du complot, la Pologne ! Quel nom magique pour entraîner les masses ! Il n'y avait donc plus à hésiter, et l'on désigna d'abord le 14, puis ensuite le 15 mai, parce que ce jour-là même on devait parler de la Pologne à l'Assemblée Nationale.

Me voilà donc arrivé à la veille de la manifestation, et c'est ici surtout qu'apparaît la complicité de Caussidière.

La COMMISSION EXÉCUTIVE ne pouvait compter que sur la vigilance, le dévouement du Préfet de police, qui par ses Montagnards, sa garde républicaine et sa garde lyonnaise, se trouvait seul ou presque seul en mesure de répondre aux besoins de la situation. Quelques-uns de ses membres déclarent cependant qu'ils ne sont pas sûrs de Caussidière, et le 14 on le mande au Luxembourg. Il se garde bien de s'y rendre, et ne répond même pas. On le laisse cependant à la tête de la Préfecture de police, et le lendemain, dans la matinée du 15, il est con-

voqué de nouveau. Il fait répondre alors qu'il est malade, mais que, si on l'exige, il se fera porter au Luxembourg. On passe encore là-dessus et on lui demande des rapports.

Il n'en donne qu'à la dernière extrémité, et que dit-il? « La manifestation est dirigée par des hommes dont je puis répondre *comme de moi-même.* » En effet, la veille, pendant la nuit, il a vu Sobrier, l'un des chefs, et tout est convenu entre eux. Si Caussidière ne se rend pas au conseil du 14 mai, si le nouveau ministre de l'intérieur, M. Recurt, son supérieur immédiat, ne l'a pas vu depuis son installation, c'est qu'il ne veut plus de relations avec un pouvoir qu'il va renverser; il veut conserver toute sa liberté d'action pour pactiser avec l'émeute.

Cette intention est facile à reconnaître, car lui, qui le matin avant la manifestation se trouvait malade au point de ne pouvoir quitter sa chambre, il recouvre tout à coup assez de forces, après la compression de l'émeute, pour se rendre au Luxembourg.

Le 15, dès sept heures du matin, M. Yon, nommé commissaire de police de l'Assemblée par le président, reçoit un contre-ordre du Préfet de police. Il insiste pour qu'il reste dans son ancien quartier sur lequel il a des *vues;* il veut confier la garde de l'Assemblée à un autre com-

missaire ; puis, voyant que M. Yon persiste dans la résolution d'obéir au président :

— Eh bien! allez-y, dit-il, à l'Assemblée, vous en aurez les profits ; on s'arrangera comme on voudra.

Ces paroles de Caussidière ne prouvent-elles pas clair comme le jour qu'il connaissait le complot ?

Mais entrons à la Préfecture de police, d'où le Préfet s'obstine à ne pas sortir, et voyons si la maladie qui lui fait garder la chambre a toute la gravité qu'il lui donne dans ses réponses à la Commission exécutive.

J'y trouve une activité inaccoutumée : les Montagnards vont et viennent, leur front est rayonnant ; ils se serrent la main avec effusion, comme des gens qui vont accomplir de grandes choses. Ils se montrent du geste les fenêtres du Préfet.

— Ils préparent là-haut la danse de demain, se disent-ils ; nous allons bientôt savoir ce qu'ils auront décidé.

Que se passait-il donc dans le cabinet de Caussidière ? Il s'y tenait un conciliabule auquel avaient été conviés les principaux meneurs de Paris ; il y avait là, entre autres, Sobrier, Barbès, Longepied, Villain, etc., etc. On y arrêtait les rôles de chacun pour le lendemain, et l'on

voulait surtout éloigner Blanqui, dont on redoutait la puissance. Il fut convenu que Caussidière continuerait à être malade afin d'être prêt à se porter rapidement sur l'Hôtel-de-Ville avec ses Montagnards. On agita aussi la délicate question des armes, et l'on décida que l'on cacherait des pistolets, des poignards autant que possible sous ses vêtements, mais qu'une manifestation armée ostensiblement pourrait compromettre le succès. Lorsque les conjurés se retirèrent la nuit était déjà assez avancée, et Caussidière manda sur-le-champ auprès de lui les chefs des Montagnards.

Pornin, Barbast, Vitou et Galland arrivèrent des premiers dans le grand salon, où le Préfet les attendait, assis dans un grand fauteuil: car par une prudence fort louable, il voulait être malade même et surtout pour les Montagnards; cette bienheureuse luxation du genou devait être sa sauvegarde vis-à-vis de tous les partis.

—Mes amis, dit-il, quand il vit tous ses fidèles rassemblés, c'est demain le grand jour, c'est demain que nous allons recueillir le fruit de nos longs et pénibles travaux. Demain vont disparaître comme une vile poussière et cette Constituante bâtarde, à moitié composée de royalistes, et ces modérés de la Commission exécutive, qui depuis trois mois entravent la

marche de la révolution, et qui tôt ou tard nous ramèneraient à la monarchie. La République doit être sociale et révolutionnaire; nos pères de 93 nous ont tracé le chemin. Demain j'entre dans cette voie; voulez-vous m'y suivre?

—Oui! oui! s'écrièrent les Montagnards; à bas les réacs! mort aux blancs! vive la guillotine!

—Et vive Caussidière! ajouta Pornin, suffoqué par les larmes. Lui que vous accusiez d'être tiède! je vous disais bien : laissons-le faire, il mitonne quelque coup de maître.

—Vive Caussidière! répétèrent-ils en chœur, Puis on félicita le préfet. Pornin donna le signal, et tous l'embrassèrent attendris.

—Il y aura des combats, ajouta le préfet, car les blancs voudront résister, et ils ont de puissantes ressources dans la garde nationale. Quant à moi, je jure ici de ne déposer l'épée que mort ou vainqueur.

Tous alors, la main tendue sur la table devant laquelle se tenait Caussidière, firent les plus horribles serments de ne jamais l'abandonner et de vivre ou mourir avec lui.

—Allez prévenir vos braves compagnons qu'ils se tiennent prêts pour la lutte; il nous viendra du reste de nombreux auxiliaires.

On vint dire alors à Caussidière que la per-

Serment des Montagnards dans la nuit du 14 au 15 Mai.

sonne qu'il avait mandée était arrivée et attendait dans une pièce voisine.

—C'est bien, dit-il, qu'on l'introduise. Je suis bien aise que vous assistiez à cette expérience. C'est un de tes amis, dit-il en riant à Pornin. Tu ne lui connaissais sans doute pas un talent distingué comme chimiste; c'est Borme, tu sais?

Le citoyen gouverneur fronça le sourcil; il se souvenait des *Vésuviennes*, et surtout du tambour-major.

Borme entra.

—Citoyen, lui dit le Préfet, nous avons besoin de quelques-unes de tes bouteilles de feu grégeois. En as-tu apporté pour l'expérience que nous voulons faire?

—Oui, répondit Borme, et il présenta deux ou trois petits flacons de son prétendu feu grégeois. On apporta, sur ses indications, deux énormes chaudières remplies d'eau, et sur l'une desquelles flottait un quartier de poutre; aussitôt que le liquide contenu dans ses bouteilles eut touché l'eau, une flamme rapide en couvrit toute la surface, et la poutre s'enflamma.

—Comprenez-vous, dit Caussidière, quelle utilité nous pouvons tirer de cette précieuse découverte pour l'accomplissement de nos desseins?

Tous comprirent, et l'on félicita Borme; le gouverneur alla jusqu'à lui déclarer qu'il était

un grand citoyen et qu'il avait bien mérité de la patrie. Borme ne comprit pas ; mais on lui commanda trois cents de ses bouteilles pour le lendemain ; c'était ce qu'il voulait, et il partit.

Les chefs des Montagnards allèrent prévenir leurs hommes, qui poussèrent des hurlements de joie à l'annonce d'une bataille. On leur fit distribuer de l'eau-de-vie, et la nuit se passa en préparatifs.

Quant à Pornin, il se rendit à l'atelier où se fabriquaient les cartouches, annonça aux travailleurs la *bonne nouvelle*, et, pour augmenter leur courage, il fit venir un énorme bol de punch, imprudence qu'il avait commise vingt fois, mais qui, ce jour-là, devait lui être funeste.

En effet, un grain de poudre s'enflamma au contact du papier qui lui avait servi pour allumer le punch, un vase de terre rempli de poudre éclata : l'infortuné gouverneur reçut en pleine figure un fragment de ce vase, et fut renversé du coup. Lorsqu'on vint à son secours, il était tout sanglant ; il avait les cheveux et les yeux horriblement brûlés. Ce qui augmentait son désespoir, c'est que le lendemain il devait y avoir bataille, et que, comme toujours, il serait forcé de s'abstenir. Le médecin lui appliqua un cataplasme qui lui faisait la plus singulière figure qu'il soit donné de voir.

C'est au milieu de tous ces soins qu'on attendit à la Préfecture de police le résultat de l'envahissement de l'assemblée.

Le 15, dès le matin, les clubs se réunirent sur la place de la Bastille, et la colonne se mit en marche vers 11 heures, se grossissant d'une foule de retardataires qui l'attendaient au passage. Le club Blanqui, son chef en tête se joignit à la manifestation, à la hauteur du boulevart du Temple.

Arrivée en face de la grille de l'assemblée, la foule s'arrête. Quelques députés se présentent; mais de toutes parts s'élèvent des cris de : « Vive la Pologne! Louis Blanc! Louis Blanc! Nous voulons l'organisation du travail! » Des délégués pénètrent dans la salle des séances, et, au moment où Raspail, à la tribune, va lire la pétition en faveur de la Pologne, Louis Blanc réclame le silence, afin *que le droit de pétition soit consacré et que la pétition soit lue.*

Louis Blanc sort pour haranguer la foule, et, monté avec Albert et Barbès sur l'entablement d'une des fenêtres donnant sur la rue de Bourgogne, il encourage la foule à continuer son œuvre : « Ce n'est pas là, s'écrie-t-il, une de ces démonstrations qui ébranlent, mais de celles qui renversent. » Puis Albert, Barbès et Louis Blanc, les bras entrelacés, s'enveloppent dramatiquement dans les plis d'un drapeau.

La foule alors se précipite, renversant tout sur son passage; elle porte Louis Blanc en triomphe jusque dans la salle des séances, et quelques minutes après, Huber, s'élançant à la tribune, *vocifère* la dissolution de l'Assemblée au nom du peuple souverain.

Dans la salle des conférences on confectionne des listes d'un gouvernement provisoire, et bientôt le peuple fait entendre le cri : *A l'Hôtel-de-Ville !*

Barbès et Raspail, qui veulent à tout prix éloigner Blanqui de toute combinaison, parce qu'ils connaissent la lettre par laquelle il a dénoncé l'insurrection de Mai 1839, Barbès et Raspail se précipitent à la tête du peuple et arrivent les premiers à l'Hôtel-de-Ville.

Il y avait là rangés sur la place plusieurs milliers de gardes nationaux de toutes les légions. Ils pouvaient facilement arrêter la colonne en croisant la baïonnette; mais un coup de feu étant parti par *hasard*, un garde national fut blessé à la cuisse, et une terreur panique s'empara de tous les gardes nationaux, qui se dispersèrent dans tous les sens.

La garde de l'Hôtel-de-Ville faisait pendant ce temps-là l'exercice dans la cour du nord, dont les portes étaient fermées. Le colonel Rey fit un simulacre de résistance; puis là

grille céda, et le peuple envahit l'Hôtel-de-Ville.

Là, comme Blanqui à la Chambre, on se mit à confectionner des listes de gouvernement provisoire, non-seulement dans le cabinet de M. Flottard, où se tenaient Huber, Raspail, Barbès et les principaux chefs, mais encore dans tous les autres bureaux. Il y en eut des milliers de jetées par les fenêtres, et toutes étaient différentes. On lança aussi quelques décrets contresignés par Borme, le colonel des Vésuviennes, qui se trouva nommé secrétaire général, ce qui lui valut l'honneur de figurer au procès de Bourges.

Enfin la garde nationale arriva au pas de charge, aux cris de : Vive l'Assemblée ! et balaya la place. Quelques instants après, deux cents personnes étaient arrêtées, et l'on avait expulsé de la cour de Louis XIV deux ou trois mille hommes que haranguaient des orateurs de clubs, perchés sur le cheval du grand roi en guise de tribune.

Nous n'avons vu jusqu'ici apparaître ni Caussidière ni ses terribles Montagnards : c'est qu'il s'était opéré un grand refroidissement chez le prudent préfet. Des émissaires l'avaient prévenu de la réunion pour ainsi dire spontanée des légions de la garde nationale et de leur marche rapide sur l'Hôtel-de-Ville. Aussi lorsqu'on vint apporter à la Préfecture de police une liste de

gouvernement provisoire, celle rédigée par Blanqui, et sur laquelle se trouvait son nom, ne témoigna-t-il ni joie ni déplaisir.

Qu'on ferme les portes, dit-il, et que personne n'entre dans l'hôtel.

Il n'en fut pas de même des Montagnards; en voyant le nom de leur chef sur la liste, ils poussèrent des cris d'allégresse, les tambours battirent aux champs. Ils montèrent à l'appartement du préfet et voulurent le conduire à l'Hôtel-de-Ville; mais ni Caussidière ni le digne gouverneur ne purent se mettre à la tête de leurs fidèles; ils étaient cloués sur leur lit de douleur, Pornin réellement malade, son ami feignant un mal qu'il n'avait pas.

Les Montagnards, désappointés de ce côté, n'en prirent pas moins le chemin de l'Hôtel-de-Ville, sans ordre et sans chefs.

Arrivés sur le pont, ils furent tout surpris de voir la place du Châtelet occupée par le régiment de dragons du colonel de Goyon, et s'arrêtèrent un instant irrésolus, ne sachant ce que cela voulait dire.

Le colonel de dragons, voyant s'avancer cette troupe déterminée, s'élança à sa rencontre, à la tête de son régiment.

—Qu'est-ce que cette canaille? s'écria-t-il, balayez-moi ça!

Mais les Montagnards ne reculèrent pas, ils croisèrent la baïonnette, et si un coup de feu eût été tiré, un massacre horrible s'en fût suivi ; car il n'y avait pas là beaucoup de ces anciens braillards, de ces détenus politiques qui prirent les premiers le nom de Montagnards, mais bien des hommes hardis, sortis volontairement ou chassés de tous les corps créés après la révolution de Février, des drôles que rien n'effrayait, et qui étaient bien capables d'attendre de pied ferme le brillant colonel et ses dragons, auxquels la bravoure et la discipline ne servent guère dans les combats des rues.

Quoi qu'il en soit, les Montagnards, sans chefs, ne jugèrent pas à propos d'engager le combat ; et comme de leur côté les dragons s'étaient arrêtés, les premiers résolurent de se retirer à la Préfecture et d'attendre les événements.

Caussidière avait mandé les forts et porteurs de la halle (souvenir de 93) ; on les arma de fusils, on leur distribua des cartouches, et on les fit monter sur les combles, où règne une balustrade qui domine le quai des Orfévres. Ils reçurent l'ordre de tirer sur tous ceux qui voudraient entrer à la Préfecture, gardes nationaux ou autres.

Toutes les patrouilles, tous les postes qui rentrèrent dans la soirée proféraient des menaces

de mort et de carnage, aux cris de : Vive Barbès! vive Blanqui! L'hôtel de la Préfecture était alors une véritable forteresse, disposant de forces considérables pour l'attaque comme pour la défense. Caussidière y avait fait apporter depuis longtemps une grande partie des grenades de Vincennes, et c'était un moyen terrible pour repousser tout agresseur du dehors. L'entrée était refusée à tous ceux qui se présentaient, et même aux agents ordinaires de la police. Cette nuit-là fut une nuit de vacarme et de délire; furieux de voir avorter une entreprise aussi bien commencée, les Montagnards, embusqués sur les toits, partout où se trouvaient des issues pour passer le canon d'un fusil, s'encourageaient les uns les autres à la résistance par des cris et des serments de s'ensevelir sous les ruines plutôt que de se rendre. Un des employés de l'hôtel a déclaré qu'il eût préféré assister à dix batailles que de supporter de nouveau la situation morale qui lui fut faite cette nuit-là.

Caussidière, comprenant que l'affaire était manquée, se rendit enfin au Luxembourg, à dix heures et demie du soir, pour y rendre compte de sa conduite devant la Commission exécutive.

MM. Marie et Arago votèrent seuls pour son arrestation après son départ; mais il avait des *amis* dans le conseil, et il rentra tranquillement

à la Préfecture de Police, où il se renferma dans ses appartements sans donner aucun ordre.

Le lendemain, la garde mobile, la ligne et l'artillerie de la garde nationale reçurent l'ordre de désarmer les Montagnards, et vinrent se placer devant la Préfecture avec plusieurs pièces de canon. Les artilleurs se tenaient mèche allumée, prêts à enfoncer les portes. Le sang allait couler, car ils étaient là deux mille sept cents hommes armés jusqu'aux dents et déterminés à se faire tuer jusqu'au dernier.

On entra en pourparlers; des membres du Gouvernement furent introduits auprès d'eux, et tout ce qu'on en put obtenir fut qu'ils quitteraient la Préfecture avec leurs armes, pour aller occuper d'autres quartiers qu'on leur désignerait.

Leurs adieux à Caussidière furent touchants; ils avaient passé de si bons jours à la Préfecture de Police, et la plupart ne voyaient en perspective que la misère.

—Je suis compromis, leur dit le Préfet; je vais leur f..... ma démission. Mais notre séparation ne sera pas longue, je l'espère; nous nous reverrons.

Les chefs l'embrassèrent en pleurant. Pornin ne voulait pas le quitter; son attendrissement était extrême; mais il fallut obéir à la néces-

sité, et tous se rendirent à la caserne Saint-Victor. Cinq jours après ils furent licenciés par un décret, et Pornin, pour ses bons et loyaux services, reçut une forte indemnité.

Quant à Caussidière, il reçut, quelques instants après leur départ, une lettre de Sobrier qui lui disait : « Fais-moi relâcher, comme tu me l'as promis hier. »

—Qu'il s'arrange, répondit-il ; j'ai assez de mes affaires.

Il se rendit ensuite à la Chambre, et, dans un discours acquis à l'histoire, il déclare : « Qu'il a décliné sa compétence, parce que, lorsque les masses veulent s'agiter, une proclamation devenait insuffisante. »

Il appelle la violation impie de l'Assemblée *une démarche*, il dit : les *événements* du 15 mai.

Dans ce même discours il entreprend la défense de la manifestation, seulement il la croit prématurée ; mais je préfère citer ses propres paroles, elles feront mieux connaître sa pensée qu'une froide analyse :

« Cette manifestation me contrariait, d'autant plus que l'Assemblée allait s'occuper hier de la question polonaise ; il fallait la laisser agir dans son bon sens, et si elle n'avait pas agi, alors qu'elle fût réprimandée par les journaux, ou toute autre voie, *ou dans une manifestation.*

Si j'avais pu venir hier, comme aujourd'hui, je serais tout bonnement resté sur le perron. J'aurais invité une députation de représentants à descendre avec moi devant le peuple; j'aurais causé avec le peuple, et j'aurais dit aux délégués : « *Entrez*, vous êtes sous l'inviolabilité des représentants; et vous, colonnes du peuple, restez là, ne bougez pas, et vos délégués, que l'Assemblée nationale *entendra*, pourront exposer leurs motifs. »

Après ce discours factieux, comme tous ses actes, il donna sa démission de préfet et de représentant. Tout le monde sait que les électeurs, sous la pression des clubs, l'envoyèrent de nouveau siéger à l'Assemblée; il obtint 150,000 voix.

Voilà l'histoire de cette fameuse journée du 15 Mai, qui faillit mettre la France entre les mains d'hommes plus féroces peut-être que les héros de 93, dont ils s'efforçaient de réhabiliter, de glorifier les noms dans tous leurs discours. Le dévouement de la garde nationale de Paris sauva la civilisation : gloire à la garde nationale de Paris !

CHAPITRE IV.

INSURRECTION DE JUIN 1848.

Les factieux ont été comprimés le 15 mai; mais ils ne s'avouent pas vaincus : ni l'unanimité de la garde nationale, ni l'arrestation de leurs chefs n'ont pu les convaincre de leur impuissance, et ils se préparent de nouveau à une lutte impie contre la société. Le 15 mai n'a été qu'une escarmouche, un essai de leurs forces, et comme ils ont appris à leurs dépens qu'une manifestation pacifique et sans armes ne peut leur procurer le triomphe, c'est à la guerre cette fois qu'ils vont confier le sort de leur cause.

Cette guerre sera la guerre civile, guerre affreuse dans son principe, guerre horrible dans

ses moyens, cartouches empoisonnées, le pillage, l'incendie; cette guerre aura le caractère sauvage des premiers temps de la barbarie. Mais que leur importe ! ils veulent dominer à tout prix, ne fût-ce que sur des ruines. Ils s'écrient avec Marat : « Hâtons-nous ! le temps peut nous manquer pour accomplir l'œuvre de la régénération sociale. »

Aussi les voyons-nous poursuivre leurs projets avec la plus étrange audace; dans la nuit du 15 au 16 mai, au club des Montagnards de Belleville, on fond des balles, on fait des cartouches. L'activité redouble dans les fabriques d'armes établies à la barrière de la Santé et rue du Chantier.

L'autorité pourtant n'a pas absolument négligé le terrible avertissement qui lui a été donné le 15 mai : on a épuré l'état-major de la garde nationale, où s'étaient glissés, à l'aide de certaine coterie, des hommes sans aveu, et, par cela même, fauteurs d'agitation et de désordres; un décret rappelle l'armée dans Paris, malgré les furibondes déclamations des clubs. J'ai entendu un de ces fougueux démagogues, un professeur, émettre les plus singulières et les plus offensantes doctrines sur l'armée, dans un club du faubourg Saint-Marceau. Il avait beau jeu au milieu de ces quartiers perdus, où

fourmille une population ignorante, recrutement assuré de l'émeute, et qui trouve dans les révolutions une pâture assurée pour quelques mois, pâture qu'elle ne veut pas chercher dans le travail.

Il me semble le voir encore : il se posait carrément à la tribune dans une pose de tribun ridicule ; sa voix était creuse, sa parole lente comme doit l'être celle d'un pédagogue accompli ; il promenait, après chaque tirade, ses gros yeux louches sur son auditoire, pour voir l'effet produit par son éloquence.

« J'apprends, disait-il, que des régiments se rapprochent de Paris ; si le peuple consent à leur rentrée dans ces murs, sa cause est perdue, il est indigne de vivre en république. Le soldat fut de tout temps et chez tous les peuples le soutien stupide des tyrans ; abruti par la discipline, conduit par des chefs sortis des hautes classes et de la bourgeoisie, ennemis de toute liberté, il est un danger incessant pour la démocratie. C'est déjà trop de faiblesse d'avoir souffert la création de la garde mobile ; les aristocrates de l'Assemblée veulent s'en faire une garde prétorienne. Le peuple seul, sachez-le bien, *le vrai peuple* doit être armé dans les grandes villes, il doit suffire à la défense de ses droits, de ses droits conquis au prix de son sang.

« Si l'on eût voulu me croire en 1830, la Révolution de Juillet n'eût pas dévié de sa route; je haranguais le peuple sur le boulevart Saint-Martin; je lui disais, comme à vous : Ordonnons l'éloignement de l'armée, envoyons-la aux frontières, et qu'il lui soit défendu de s'approcher de Paris dans un rayon de trente lieues. On ne sut pas me comprendre, ou du moins on ne suivit pas mon conseil, et une poignée d'agioteurs, de banquiers, de traîtres à la patrie, put à son aise, sous la protection des baïonnettes, placer sur un trône ressoudé la branche cadette de cette exécrable famille des Bourbons.

« Repoussez donc l'armée; n'êtes-vous pas le peuple souverain? »

Quelle différence de langage aujourd'hui! les journaux, les orateurs rouges n'ont pas assez de flatteries pour cette armée qu'ils ont conspuée naguère. Quand ils ont vu que leurs menaces ne pouvaient rien contre elle, ils ont cherché à l'attirer à eux par leurs caresses. Mais leur vile adulation d'aujourd'hui pas plus que leurs menaces d'hier ne feront dévier nos soldats de leur devoir, et ils sauront toujours combattre et vaincre les anarchistes et les ennemis de la religion et de la société.

Les démagogues le savent bien; aussi vienne un jour de triomphe pour eux, et nous verrions

comment ils traiteraient cette armée qu'ils flattent, mais qu'ils voudraient pouvoir anéantir, comme le seul obstacle à leurs infâmes complots.

C'est là le plus beau titre de gloire de nos soldats, ils n'y failliront jamais !

L'armée fut donc rappelée dans Paris, et le gouvernement ayant demandé une loi sur les attroupements, cette loi fut votée par l'Assemblée, qui voulait ainsi encourager dans la voie de l'ordre la Commission exécutive et lui montrer qu'elle oubliait ses fautes passées.

Mais si l'autorité semble se mettre en garde contre de nouvelles agressions, les factieux, de leur côté, redoublent d'audace et d'efforts. Ce sont deux électricités contraires en présence, dont la rencontre doit produire un de ces violents coups de tonnerre qui ébranlent et épouvantent le monde.

Nous avons vu les compagnies de Montagnards licenciées par un décret du 20 mai. Eh bien ! ce licenciement officiel n'est exécuté qu'en apparence ; le bataillon sacré conserve ses cadres, ses chefs ; il se relève de lui-même, ou plutôt sous la protection d'un homme qui a eu PEUR au 15 Mai, mais qui leur fait de magnifiques promesses pour l'avenir, et les conserve pour une éclatante revanche.

En effet le bataillon des Montagnards, dès le 3 juin, placarde sur tous les murs de Paris une adresse à leurs concitoyens. Leur but est surtout d'annoncer leur résurrection comme corps militant prêt à engager de nouveaux combats.

« Ces fraternels soldats, disent-ils, entre autres passages, malgré leurs services passés, pensèrent unanimement que la liberté et la jeune République auraient encore besoin de leurs enfants. Ils jurèrent de leur servir de garde près de leur ami, de leur camarade, le citoyen Caussidière. Ils formèrent un bataillon sacré et incorruptible qui prit son seul et véritable titre, *la Montagne.* »

Leurs *services passés!* je leur conseille de s'en faire gloire.

Le 17 juin paraît un nouveau placard, prêchant les plus infâmes doctrines, et se terminant par ces phrases significatives :

« Mettez à la tête de la République un homme qui ne puisse jamais être un danger pour elle !

« L'homme que nous vous proposons, et qui réunit, à notre avis, ces qualités, cet homme c'est :

« MARC CAUSSIDIÈRE ! »

Ah ! cette fois, citoyen Caussidière, je recon-

nais bien l'homme qui nous disait, le soir du 24 Février : « J'ai promis à mon père *de monter un jour les marches de l'Hôtel-de-Ville.* » Vous y voilà arrivé ; l'honorable corps des Montagnards vous propose et au besoin saura vous imposer à la nation. Cette toute petite phrase n'aurait-elle pas été écrite ou tout au moins dictée par vous, et lancée comme ballon d'essai, ou bien encore pour faire souvenir qu'il y a quelque part un homme qui a bien mérité de la patrie, *et des Montagnards*, et qui accepterait volontiers le titre de dictateur? Ce n'est sans doute qu'une supposition chez moi ; mais, de déduction en induction, tout me porte à croire que j'ai deviné juste.

Le même jour, 17 juin, on répand à profusion dans Paris, et même dans les départements, l'annonce d'un banquet à vingt-cinq centimes. Tous les journaux du parti engagent leurs lecteurs à souscrire à ce banquet fraternel, *où l'on pourra se compter*. Le véritable but en est bientôt connu : on doit s'y rendre en armes ; il aura lieu sur l'avenue du bois de Vincennes, et, à l'aide des foins et de fascines, on comblera les fossés, et l'on délivrera les prisonniers du 15 Mai.

Le projet, connu du Gouvernement, devient impossible, et alors on convient que le fameux banquet aura lieu sur les boulevarts extérieurs ;

on avisera plus tard à tirer parti des circonstances. L'idée était neuve ; aussi la somme énorme de soixante et quelques mille francs fut-elle bientôt réunie, malgré les vols de ceux qui étaient chargés de recueillir les souscriptions, vols qui ne pouvaient être découverts, car beaucoup de personnes, par une curiosité stupide, souscrivirent pour des sommes considérables : la révolte de Juin qui ne devait éclater que le jour du banquet, dans l'esprit des chefs, l'ayant rendu impossible, on n'a jamais su ce qu'étaient devenues ces sommes.

Dans les clubs on enseignait hautement que l'insurrection était le plus saint des devoirs contre un gouvernement perfide qui devait tout au peuple et qui ne voulait tenir aucune de ses promesses. On pouvait comprendre à l'attitude décidée des orateurs que l'on arrivait au moment décisif, et que l'explosion était prochaine.

Les chefs du parti, rendus plus circonspects par l'arrestation de leurs amis, n'en travaillaient pas moins l'opinion par des agents secrets.

On se souvient encore de cette réunion dans un café de Saint-Cloud, où l'un des assistants se plaignant de l'ingratitude du Gouvernement envers les Républicains, quelqu'un s'écria :

« Le 15 mai, ils avaient des poignards et des pistolets ; pourquoi ne s'en sont-ils pas servis ? »

Pendant une heure et demie la conversation dura sur ce ton ; et la réunion se composait de Désirabode, gouverneur de Saint-Cloud ; Caussidière, Grandmesnil et Baube.

L'émeute recrutait partout des auxiliaires, et le Gouvernement lui-même, glissant sur une pente fatale, semblait venir à son secours ; ainsi les gardes républicains de première création, congédiés par le décret du 20 mai, recevaient encore leur paye le 20 juin, et presque tous se trouvaient aux barricades. Des bandes de scélérats étaient appelés à Paris de tous les coins de la France sous le prétexte de venir embrasser leurs frères au banquet fraternel à 25 centimes. Le principal lieu de rendez-vous était Montereau ; ils devaient recevoir là de l'argent et marcher ensuite sur Paris. Le complot fut heureusement découvert par le Préfet, et le plus grand nombre ne put gagner la capitale. Les débris des corps-francs qui avaient pénétré jusqu'en Prusse revenaient en France, et les commissaires des départements frontières les dirigeaient sur des villes voisines de Paris, malgré les ordres du Gouvernement, et tous venaient grossir les rangs des factieux. Les repris de justice en rupture de ban fournissaient aussi leur contingent à l'insurrection.

Mais ce n'étaient là que des auxiliaires ; le

grand, le véritable danger était dans les ateliers nationaux.

Cette institution, fondée par un décret du Gouvernement provisoire dès le 26 février, avait été créée à la légère et sans trop en calculer les conséquences. Dans chacune des mairies de Paris étaient ouverts des registres sur lesquels allaient se faire inscrire les ouvriers sans travail. On les employa dans les premiers jours à planter les arbres de la liberté; mais bientôt leur nombre augmenta d'une manière effrayante, et les ateliers de l'industrie privée furent désertés. Chaque travailleur inscrit recevait 2 francs par jour lorsqu'il travaillait, et 1 franc lorsqu'il se reposait. Le travail et le repos étaient alternés de deux jours l'un.

Voici du reste quel était le travail des ateliers nationaux. Dans les commencements on leur fit bouleverser le Champ-de-Mars, puis on les envoya défricher des terres incultes aux environs de Paris; mais malheur à celui qui prétendait remplir la tâche qu'on lui avait assignée! il devait y renoncer en présence du blâme et des moqueries de ses camarades, qui parfois même en venaient jusqu'à le frapper.

Lorsqu'Émile Thomas fut mis à la tête des ateliers nationaux, le désordre était à son comble. Il les organisa par chantiers conduits par des

chefs d'escouades, des brigadiers et des délégués soumis à l'élection ; chaque brigade avait son drapeau, et on les voyait parcourir les quartiers de Paris au chant de *la Marseillaise*, les drapeaux en tête, la plupart en état d'ivresse, car ils avaient soin de dépenser leur argent aux barrières, et vivaient des distributions faites dans les mairies à leurs femmes et à leurs enfants.

Des sommes énormes ont été englouties pour alimenter ainsi la paresse de la plus vile populace de Paris, car peu d'honnêtes ouvriers s'y trouvèrent mêlés. C'était la France qui payait : l'impôt des 45 centimes n'avait-il pas été décrété tout à point !

Cette immense agglomération d'hommes devait être une armée toute prête pour l'émeute. Dans le principe, la partie modérée du Gouvernement Provisoire avait su se l'attirer à elle ; mais bientôt elle passa plus terrible à ses ennemis : elle atteignait alors le chiffre effrayant de plus de cent mille hommes.

La comptabilité des ateliers nationaux présentait de graves désordres. Les signatures apposées sur les feuilles d'émargement étaient souvent suspectes, et le même nom s'y trouvait écrit de plusieurs écritures différentes. Une signature se vendait 25 centimes, et on peut évaluer à un cinquième les signatures qui paraissaient fausses.

On suspecta l'administration de M. Émile Thomas, et on lui retira son emploi. Les ouvriers, qui l'aimaient, voulurent forcer le Gouvernement à le leur rendre; mais M. Émile Thomas fut enlevé et conduit à Bordeaux entre deux agents. On a reconnu depuis que les détournements avaient été faits par des agents subalternes.

Le recensement du 7 juin, ayant régularisé en quelque sorte le service, vint tarir la source des exactions que commettaient les brigadiers; aussi à partir de ce jour n'ont-ils cessé d'exciter les ouvriers contre le pouvoir et de les pousser à l'insurrection.

Dans le club que les délégués des ateliers nationaux avaient fondé, et qui formait une masse redoutable, on retrouvait toutes les doctrines du Luxembourg et l'influence de Louis Blanc. Les délégués recevaient une haute paye, et toute personne qui assistait au club touchait 50 centimes par séance. C'était le socialisme armé, c'est-à-dire un danger permanent, terrible, non-seulement pour les finances du pays, mais encore pour la société entière. Dans ce club on empoisonnait publiquement, quotidiennement les ouvriers, en leur enseignant les théories les plus subversives.

Chaque section avait un comité particulier,

un secrétaire de Louis Blanc faisait partie d'un comité supérieur. La plupart de ces comités étaient composés d'artistes et de professeurs sans emploi; je parlerai tout à l'heure de ces derniers. On n'a jamais pu découvrir d'où provenaient les fonds qui servaient à payer les 50 centimes distribués à ceux qui fréquentaient le club.

On conçoit dès lors que les ouvriers aient refusé de partir pour les départements; on conçoit les discours violents des cinq délégués que reçut, le 22, M. Marie, l'un des membres de la Commission exécutive; leurs menaces de mort. L'ordre de les faire arrêter sur-le-champ est transmis au préfet de police, il ne put être exécuté. Cinquante-six délégués du 12me arrondissement contre lesquels un mandat d'arrêt avait été lancé au même moment échappèrent aussi, et le lendemain tous commandaient aux barricades.

Me voici arrivé à la veille de l'insurrection et je n'ai pas encore rencontré sur ma route l'ex-commandant en chef des Montagnards, le citoyen Pornin; c'est qu'il a reçu, comme je l'ai dit, une somme assez ronde à sa sortie de la Préfecture, et qu'occupé à dévorer ou plutôt à boire cet argent, il n'a pu s'occuper de politique, si ce n'est dans quelques cabarets de bas lieu, où

il m'aurait été difficile de le joindre, Mais aujourd'hui il n'a plus le sou, et nous le retrouvons à la buvette de l'Assemblée nationale, avec son ami Caussidière et quelques vieux de la veille, qui profitent du titre de leur ami pour venir régulièrement se désaltérer aux frais de la patrie, comme aux beaux temps de la Préfecture de police. On fumait à cette bienheureuse buvette comme dans tout autre estaminet; les jurons les plus énergiques y avaient droit de cité ; c'était enfin une véritable tabagie. Aussi on pense qu'elle n'était fréquentée que par les démocs les plus chevelus et leurs amis du dehors.

C'est en sortant de là qu'un jour Caussidière, un peu échauffé, prononça ce fameux discours qui fit l'admiration de tous les journaux et qui laissa loin derrière lui une magnifique improvisation de M. Victor Hugo. On y remarqua surtout cette phrase d'un style tout-à-fait républicain : « Allons, citoyens, mettons toutes nos rancunes dans le sac! ne voyez-vous pas la tempête qui s'amoncelle, et que la *vessie* va crever sur nos têtes, n... d... D... ! »

C'était la première fois que la tribune française retentissait d'un juron prononcé avec autant de netteté; aussi l'orateur fut-il applaudi à tout rompre. Mais revenons à Pornin et à ses amis.

Ce jour-là ils avaient dû venir à la Chambre pour s'entendre avec Caussidière, car les événements pressaient, le peuple des clubs était impatient de commencer la lutte; et d'ailleurs les masses étaient remuées au nom de Louis-Napoléon, dont on annonçait l'arrivée de jour en jour, et les chefs du parti rouge craignaient l'influence du prince, qui pouvait contre-carrer leurs desseins. On résolut donc de hâter l'explosion, et l'on se sépara dans ce but, après une dernière rasade, qui fut engloutie en l'honneur de la République sociale.

Le soir, les rassemblements de la porte Saint-Denis et de la porte Saint-Martin furent plus nombreux que de coutume. Des masses imposantes d'ouvriers des ateliers nationaux, après avoir parcouru une partie du faubourg Saint-Germain, se joignirent à d'autres attroupements qui paraissaient les attendre sur la place Saint-Sulpice, et ils se dirigèrent vers le Panthéon en chantant, sur l'air *des Lampions : du pain ou du plomb! du pain ou du plomb!* cri sinistre qui annonçait la détermination bien arrêtée d'engager la lutte le lendemain.

Arrivée sur la place du Panthéon, la foule s'arrêta : un orateur, hissé sur une borne, fit entendre des paroles de haine et de vengeance, et termina en faisant un appel aux armes. Le ren-

dez-vous fut indiqué sur la place de la Bastille. Le peuple se dispersa dans toutes les directions pour se préparer au combat.

Cette nuit fut solennelle pour la population de Paris : tandis que, confiants dans la vigilance de l'autorité, les honnêtes gens reposaient tranquillement dans leurs demeures, des mains impies apprêtaient en silence les armes qui devaient le lendemain faire couler des flots de sang français.

Le club des ateliers nationaux n'était pas resté inactif. Les délégués avaient transmis à tous les comités l'ordre de se tenir en permanence et de prendre toutes les dispositions nécessaires pour l'érection des barricades dans chaque quartier ; c'était aux comités à désigner aux combattants les rues et les carrefours destinés longtemps à l'avance pour servir de points de ralliement et de défense.

Je prierai mes lecteurs de se transporter avec moi dans un de ces comités qui se réunissait chez un marchand de vin, au Marais, et de vouloir bien écouter un récit de bivouac qui peut paraître étranger à l'insurrection de Juin, mais qui ne l'est pas au but de mon livre, celui d'instruire sur les hommes et les choses. Ce sera d'ailleurs une halte où nous nous reposerons un instant avant de commencer cette horrible journée du 23.

Je dois d'abord faire connaître le personnel de ce comité : il est entièrement composé de professeurs sortant de différentes pensions de Paris, qu'ils ont quittées pour s'enrôler dans les ateliers nationaux, où leur habitude de la parole leur a fait promptement obtenir le grade de brigadiers. Ils sont donc professeurs, et, de plus, socialistes de la pire espèce, car c'est dans cette classe d'hommes que se recrutent le plus souvent les orateurs de club et d'estaminet ; leur éducation leur donne un ascendant fatal sur les ouvriers, et ils en ont entraîné des milliers aux barricades de Juin.

Mais là n'est pas le seul danger qu'ils présentent à la société ; le plus grand, le plus terrible, est leur contact continuel avec la jeunesse et l'enfance, dont ils sont appelés à faire l'éducation bien plutôt que les professeurs des colléges, qui ne font qu'entrevoir leurs élèves. C'est contre ce danger-là que je veux prémunir les parents, car ce danger subsistera tant qu'on n'aura pas appelé la surveillance la plus sévère sur les maîtres de pension à l'égard de leur peu de conscience dans le choix de leurs professeurs. C'est une des causes de l'immoralité de notre siècle ; et j'espère le prouver.

Lorsqu'un étudiant est perdu de dettes et de vices, que ses parents ne veulent plus consentir

à lui envoyer de l'argent, il se détermine le plus souvent à se faire professeur, ou maître d'études si l'on veut ; mais il est souvent l'un et l'autre à la fois.

Il se présente donc chez un maître de pension, qui, enchanté de trouver un homme dénué de ressources, espère qu'il sera de bonne composition quant aux appointements. Il s'informe fort peu de ses antécédents, peu ou point de sa science ; mais il examine en connaisseur la gravité de la voix, l'épaisseur de la barbe, et si l'examen est favorable, le soir même le jeune homme fait partie intégrante de la maison, et il couche dans le dortoir commun.

Un travail assidu de dix ou douze heures par jour, la modicité des appointements, les mauvaises fréquentations surtout, lui font vite prendre en haine la société telle qu'elle est, et le jettent dans le communisme, si déjà il n'en était infecté.

On comprend quels bons exemples de pareils drôles doivent donner aux enfants confiés à leurs soins ! Du reste on pourra en juger par l'échantillon que l'on va lire, et qui est de la plus exacte vérité. Revenons au comité.

Il s'occupe d'abord de l'objet de sa réunion, trace sur un plan des rues les endroits où l'on devra élever les barricades, et se distribue les

postes. Mais comme la nuit est longue, et que toujours causer politique est ennuyeux, on demanda au citoyen Lerouge, l'un des plus exaltés de la société, de raconter certaine aventure qui avait fait quelque bruit, mais dont on ne connaissait pas bien tous les détails.

« Volontiers, mais versez-moi du vin. »

On remplit les verres, on bourra les pipes, et Lerouge commença ainsi :

« Lorsque j'eus été mis à la porte de mon dernier *bahut* (la pension), au Marais, je me présentai chez le papa Justin, qui m'expédia dans une petite ville à douze lieues de Paris.

« Le principal, un brave homme, me reçut fort bien, et me dit que depuis quelque temps tous les maîtres qu'on lui envoyait de Paris étaient infectés de communisme, et de plus des ivrognes incorrigibles. Il ajouta qu'il espérait être plus heureux avec moi, qu'il avait d'excellents renseignements sur mon compte.

« En peu de jours je fus la coqueluche du collége, les élèves me trouvaient bon enfant ; je ne sortais pas, et pour de bonnes raisons, je n'avais pas d'argent. Le principal était enchanté. Une seule chose l'inquiétait : je lisais le journal *la Réforme*, et quelquefois il m'avait surpris démocratisant les plus grands élèves pendant les récréations. Un avertissement paternel me mit

sur mes gardes, et je n'en continuai pas moins ma propagande, comme c'était mon devoir. D'ailleurs les élèves mordaient volontiers à la grappe; la largeur des principes en fait de morale humaine plaît toujours aux jeunes intelligences.

« Les choses allèrent donc bien pendant un mois; au bout de ce temps, le principal m'ayant donné de l'argent un jour de congé, je me rendis à la foire qui se tenait alors et durait quinze jours. Mes prédications politiques dans un cabaret m'eurent bientôt fait faire des connaissances avec lesquelles je vidai quelques bouteilles.

« A l'heure du dîner je me trouvai encore en état de rentrer au collége; mais j'eus soin de me munir de quelques fioles de vieille eau-de-vie du pays. Après le dîner, j'invitai un de mes collègues à prendre le petit-verre de l'amitié; nous montâmes au dortoir, et il me quitta quelques instants après pour donner une répétition.

« Quelle ne fut pas ma surprise, en m'éveillant le lendemain, de me trouver seul et complétement nu! la porte du dortoir était barricadée avec les lits, les fenêtres étaient ouvertes et mes vêtements avaient disparu. Que s'était-il donc passé? Je le compris en voyant deux bouteilles vides auprès de mon lit. Je me hasardai à regarder par la fenêtre : mes habits, mes

bottes, mon chapeau, jusqu'à mon dernier vêtement, tout était là sur le gazon! Les élèves! qu'étaient-ils devenu? On m'a raconté que, dans mon exaltation bachique, je les avais harangués, les traitant de fils d'aristocrates, ce qui les amusait beaucoup. Mais leurs rires m'ayant mis en fureur, je saisis ce qui me tomba sous la main et les chassai du dortoir. On les fit coucher à l'infirmerie et avec leurs camarades; le principal étant absent, on garda le silence sur les événements de la veille, et je ne fus pas renvoyé.

« Le soir même, la tête tout allourdie par cet excès, je voulus prendre l'air un instant. Je fis la rencontre d'un vétéran et restai deux jours avec lui tout en lui expliquant les théories du socialisme. Nous en mîmes quelques-unes en pratique, en partageant notre bourse. Un de mes collègues me déterra le troisième jour dans un bouge, et, me remettant dix francs de la part du principal, me déclara que la porte du collége m'était fermée. Que m'importait cette exclusion! J'avais dix francs! Le lendemain il ne me restait plus rien, et mon ami le vétéran était aux arrêts pour quinze jours.

« Je rôdai toute la soirée dans la foire, fumant ma pipe, et me livrant à d'assez tristes réflexions. Enfin vers une heure du matin, il fallut chercher un gîte, et je me déterminai pour une

espèce de baraque dont je soulevai la toile, pour me glisser sur un tas de paille. Mais ô terreur! un énorme molosse me déchire à belles dents : je veux fuir et tombe dans les bras d'un ours qui s'est dressé à mon approche et me donne l'accolade fraternelle. Au même instant, je sens tomber sur mes épaules une grêle de coups d'un bâton dirigé par une main sûre et exercée. J'implore la pitié de mon agresseur, qui m'arrache tout meurtri des griffes et des dents de ses bêtes : c'était le Carter de l'endroit ; j'étais tombé dans une ménagerie.

« — Que fais-tu là? me dit l'homme au bâton ; et il me secouait à me briser les os ; son poil était roux et sa voix rauque. J'étais tout étourdi de l'aventure.

« — Je suis professeur au collége, lui dis-je de ma voix la plus caressante. Mes opinions politiques m'ayant fait mettre à la porte du collége, je cherchais à m'arranger le plus convenablement possible pour passer la nuit, lorsque vos intelligents animaux m'ont mis dans l'état où vous me voyez.

« Ma piteuse figure, mes habits en lambeaux, excitèrent l'hilarité de mon interlocuteur et de son aimable compagne, et j'eus l'insigne honneur d'être introduit dans sa charrette. Le récit de mon malheur l'intéressa au dernier point.

Quand j'eus finis, il réfléchit un instant et me dit brusquement :

« — Qu'est-ce que tu sais faire ?

« —Je sais le grec et le latin, répondis-je avec un certain orgueil.

« —Connais pas !

« —Je sais aussi, ajoutai-je timidement, battre de la caisse.

« —Bravo ! s'écria-t-il, c'est demain le grand jour de la foire, mon paillasse n'a pas assez de *blague*, je te prends en surnuméraire. Va te coucher au fond de la charrette.

« Je ne me le fis pas dire deux fois, et, tout fier de la nouvelle carrière dans laquelle j'entrais, je dormis du meilleur sommeil du monde, en compagnie d'une demi-douzaine de camarades : des hercules, un paillasse et une femme géant.

« Dès le point du jour on m'habilla et j'entrai en fonction ; le chef fut charmé de mon talent sur la caisse, et voulut fêter ma bienvenue. On but plusieurs litres de petit-blanc, et je fus heureux de reconnaître, à la conversation de mes nouveaux amis, qu'ils étaient tous des communistes très-convaincus, peu forts il est vrai sur la théorie, mais très-robustes sur la pratique.

« Je puis dire que les huit jours que j'ai passés parmi eux sont les plus beaux de mon exi-

stence, et je n'aurais pas demandé un meilleur avenir au destin ; mais ma mauvaise étoile ne voulut pas qu'il en fût ainsi.

« J'étais donc devenu le paillasse le plus accompli, au dire de tous mes camarades. Les autres saltimbanques étaient jaloux et me faisaient de brillantes propositions ; mais j'y restais sourd et jurais de ne pas abandonner mon bienfaiteur. La foule se pressait chaque soir devant nos tréteaux ; j'en avais fait une véritable chaire du haut de laquelle j'enseignais le socialisme, au milieu des charges les plus désopilantes. Aucune de nos illustrations n'échappait à mes saillies, et je frondais surtout les abus qui touchaient à l'impôt foncier, en démontrant que le socialisme les ferait disparaître en reportant les charges sur le capital. Les paysans admiraient, et je suis persuadé que cette sorte de prédication serait plus utile à notre cause que tous les livres et tous les journaux réunis. Il faudra que nous songions à ce moyen de propagande.

« Un soir que je faisais la parade avec ma verve accoutumée et au grand plaisir des badauds, je vis arriver une division du collége, le principal en tête. Avant même d'être entrés dans la baraque, quelques élèves crurent bien me reconnaître ; mais ils n'eurent que des soupçons qu'ils se communiquèrent entre eux.

« J'étais légèrement ému, c'est ce qui me perdit. J'eus l'effronterie d'annoncer moi-même les exercices à l'intérieur, et alors il ne put rester aucun doute sur mon identité. Le principal se retira le cœur navré, et le lendemain le brigadier de la gendarmerie, qui déjà me regardait d'un très-mauvais œil, à cause de mes parades politiques, vint, d'un air goguenard, me demander mes papiers.

« J'en étais complétement dépourvu, et le bon gendarme, me remettant alors cinq francs de la part du sous-préfet, me déclara qu'il avait ordre de ne me quitter qu'au bateau à vapeur. Il fallut obéir : et voilà pourquoi je suis brigadier dans les ateliers nationaux. Mais versez-moi du vin ! »

Ainsi parla le citoyen Lerouge, qui n'est pas un être imaginaire, qui est connu de tous les chefs d'institution de Paris, et qui trouve cependant à se placer lorsque cela lui convient. Aujourd'hui il fait encore de la propagande socialiste chez les marchands de vins et de liqueurs ; il raconte à qui veut l'entendre l'histoire que je viens de dire. Il fut un des plus enragés clubistes, tant qu'il y eut des clubs ; il y déclamait contre les richesses amoncelées des aristos, et il part dans quelques jours pour la Californie.

Voilà les hommes auxquels est confiée la jeu-

nesse (car j'ai pris celui-là au hasard entre mille), et cela parce que certains chefs d'institution veulent faire de grandes fortunes, aux dépens même de la morale. C'est au Gouvernement d'aviser, et aux pères de famille à réfléchir.

Mais pendant que Lerouge contait sa hideuse histoire, la nuit s'est écoulée, et déjà les premiers rayons du jour ont éclairé cette néfaste journée, qui doit être la dernière pour tant de braves défenseurs de l'ordre et de la vraie liberté.

Une partie des brigadiers se disperse dans les différents quartiers du Marais et dans la rue Saint-Antoine, pour y rassembler les combattants et présider à l'érection des barricades; les autres se rendent place de la Bastille, et de là à la barrière du Trône, où les attendent leurs brigades. Ils se mettent aussitôt en marche par les boulevarts extérieurs pour se joindre à toutes les escouades rassemblées aux différentes barrières. Ils s'avancent lentement, faisant de nombreuses haltes chez les marchands de vin; ils redescendent par le faubourg du Temple, aux cris de: *A bas l'Assemblée! vive Barbès! vive Blanqui! Du pain ou du plomb!*

Arrivés à la porte Saint-Denis, ils trouvent des gardes nationaux qui leur barrent le passage. Ils se mettent aussitôt à construire des barricades; des hommes armés surviennent, le combat

8

s'engage, et les barricades, à moitié achevées, sont enlevées par la garde nationale. Les groupes alors se dispersent en criant : *aux armes!* Ce fut le signal de l'insurrection.

Lorsque les malheureux ouvriers égarés par les déclamations de ces misérables eurent bien engagé la partie, les chefs disparurent, suivant leur habitude, et on put les voir, dans les quartiers où n'éclata pas l'insurrection, se prélassant dans les cafés et les restaurants, tandis qu'on s'égorgeait par eux et pour eux. Si l'insurrection eût été triomphante, on les aurait vus arriver avec d'énormes cocardes, traînant de grands sabres et racontant des dangers imaginaires. Mais, leur parti vaincu, ils purent prouver leur abstention.

Comme je n'ai pas entrepris, malgré le titre de ce chapitre, de raconter les sanglants combats qui se livrèrent pendant ces trois funestes journées, de dire les actions héroïques de ces braves enfants qui, au mépris de leur vie, montrèrent le chemin pendant trois jours à l'armée et à la garde nationale, je me contenterai de retracer la lutte acharnée qui s'engagea, pour enlever, d'un côté, et, de l'autre, pour défendre la barricade du Petit-Pont.

Cette barricade, véritable forteresse, construite avec des pavés, de la terre et des planches, et

défendue par six autres barricades qui lui servaient de bastions, gênait au plus haut point les opérations des troupes; aussi résolut-on de l'enlever. Vers deux heures et demie, quelques compagnies de la garde républicaine et des gardiens de Paris et la 10e légion de la garde nationale attaquent en même temps cette barricade.

La garde républicaine s'avance au pas de course, enlève les premières barricades, que les insurgés ont abandonnées; mais tout-à-coup une horrible décharge fait pleuvoir une grêle de balles, un capitaine et un lieutenant tombent mortellement blessés, le commandant lui-même est atteint. Par deux fois la garde républicaine est coupée en deux et obligée de se mettre à l'abri, lorsque tout-à-coup, par une manœuvre rapide, les insurgés couronnent de baïonnettes les barricades déjà franchies et prennent ainsi leurs adversaires entre deux feux. Le commandant voit le danger, il s'élance, mais tombe frappé d'une balle à la tête.

Le colonel de la garde républicaine se précipite au secours de la colonne engagée; mais, accueilli par un feu meurtrier, il est obligé de se replier lui-même et de disperser ses hommes en tirailleurs.

Le feu cesse bientôt des deux côtés; les insurgés élèvent leurs casquettes et leurs mou-

choirs au bout de leurs fusils, et les deux capitaines qui se trouvent encore entre les barricades, prenant ce mouvement pour un signe de conciliation, les franchissent avec une quarantaine d'hommes et se trouvent au milieu des insurgés, qui les déclarent prisonniers, et les contraignent plus tard de faire feu sur leurs camarades. Ils comprennent alors l'habileté des manœuvres et de la défense des insurgés : ils ont pour auxiliaires les Montagnards les plus exaltés, et un lieutenant de la garde républicaine, officier d'état-major de Caussidière, nommé Élie, les commande.

Cet Élie était un ancien détenu politique, aussi repoussant au physique qu'au moral, d'un caractère sombre et féroce ; à la Cour des Pairs on lui reprocha une condamnation pour vol. Caussidière connaissait cette circonstance, mais il n'osait le renvoyer de sa garde, car il avait été son ami intime, et savait les petites affaires de Rouen ; et puis il est difficile d'en trouver un seul qui n'ait eu maille à partir avec la justice.

Un jeune capitaine de la garde nationale passé dans les rangs des insurgés se rendit en parlementaire auprès du général Bedeau ; mais son attitude hardie, le ton insolent avec lequel il soumit au général les orgueilleuses conditions des insurgés, rendirent tout arrangement impossible.

Le général convint alors avec le colonel Vernon, et M. Guinard, colonel de l'artillerie de la garde nationale, d'attaquer le Petit-Pont par tous les côtés à la fois ; il se trouvait alors des forces considérables réunies sur ce point : plusieurs compagnies de la garde nationale, de la mobile, de la garde républicaine qui avait à réparer un échec, et enfin un bataillon de troupe de ligne. On convint que six coups de canon tirés à boulet sur la barricade seraient le signal de l'attaque générale.

Quelque temps avant l'assaut, il se passa une scène horrible au camp des insurgés ; un garde national de la onzième légion pénétra jusqu'auprès d'eux, et vint leur apporter des paroles de paix, les engageant à déposer les armes.

— Déposer les armes ! s'écria Élie ; les vaincus osent faire une pareille proposition aux vainqueurs ! Allez, nous ne les déposerons qu'à la Chambre et à l'Hôtel-de-Ville. Retournez vers les vôtres, car je ne pourrais répondre de l'indignation de mes hommes.

Il n'avait pas cessé de parler qu'un coup de crosse, donné par une main inconnue, étendit le malheureux garde national à ses pieds ; puis les Montagnards se précipitèrent sur lui et l'achevèrent à coups de hache et de crosse de fusil. Tout cela fut fait en moins de temps qu'il

ne faut pour l'écrire, de sorte que ce crime atroce n'eut pour témoins que ceux qui entouraient Élie.

Le premier coup de canon retentit alors; c'était le sang répandu qui appelait la vengeance! Au sixième coup toutes les troupes s'élancent en même temps au cri de: *Vive la République!* Un formidable écho répond de l'autre côté de la barricade.

Alors s'engage la plus terrible fusillade; bientôt les troupes atteignent le pied de ces remparts de granit et s'efforcent de les franchir; mais les insurgés ne reculent pas, et le combat, fer contre fer, à bout portant, dura trois longs quarts d'heure; enfin les insurgés, décimés, couverts de sang, commencent à lâcher pied et s'enfuient par la rue Saint-Jacques. Les vainqueurs les poursuivent; mais ils sont arrêtés par une grêle de balles et de briques, vomies par toutes les fenêtres du magasin des Deux-Pierrots, dans lequel les insurgés se sont retranchés. On enfonce les portes, et plus de cent Montagnards sont massacrés. Cette victoire fut achetée au prix de flots de sang; quelques instants après, rue Saint-Jacques, le général Bedeau tombe frappé d'une balle, et le colonel Vernon est aussi blessé au genou, au moment ou Recurt enlève un drapeau de ses propres mains. Mais

Assassinat d'un garde national à la barricade du Petit-Pont.

la nuit est arrivée, et vient apporter un instant de relâche à cette lutte fratricide.

Je m'arrête ici. Tout le monde connaît l'issue de cette insurrection, qui coûta la vie à dix généraux, le plus pur sang de la France. Combien sont coupables les scélérats qui ont causé tous ces massacres pour satisfaire leur ambition insatiable !

Ma tâche est de rechercher si nous ne retrouverons pas quelques-unes de nos connaissances parmi les instigateurs de l'insurrection.

Elle est due *moralement* à Louis Blanc, dont les doctrines ont égaré les masses. M. Trélat, ami personnel de Louis Blanc, ne s'est-il pas écrié avec douleur : « Je n'ai plus le courage de lui parler, je le regarde comme la cause des malheurs de mon pays. »

Elle est due *matériellement* à Caussidière et à ses Montagnards.

Quelques jours avant le 23 Juin, n'avons-nous pas vu ces derniers demander la dictature pour leur chef? et nous les trouvons tous aux barricades.

Quant à Caussidière, son nom est partout le mot de ralliement. Un de ses amis, Grandmesnil, donne à Barbier et à Pecqueur, le matin du 23, pour mot d'ordre : République et Caussidière ; puis, voyant la barricade du Petit-Pont enlevée, il se mêle aux rangs de la garde nationale.

Au faubourg S.-Antoine, dans la cité, place Maubert, partout on invoque le nom de Caussidière.

Deux témoins, qui le connaissaient parfaitement, l'ont vu, vers une heure et demie, pressant la main des insurgés aux barricades de la rue Saint-Antoine. Mais il sait se ménager un alibi ; il revient précipitamment à l'Assemblée, quitte à se montrer si l'insurrection triomphe. Ceci est tout simplement de la LACHETÉ.

M. Proudhon est vu au faubourg Saint-Antoine au moment de la prise de la grande barricade ; mais il est venu pour *contempler la sublime horreur de la canonnade.* On ne doit pas en penser mal, c'est un philosophe, un fou, que sais-je!

Quant à Pornin, je n'ai pu le découvrir nulle part, et je n'entends parler de lui que devant les conseils de guerre, qui l'ont acquitté! Il avait donc encore manqué l'occasion de se battre? C'est jouer de guignon.

J'oubliais qu'une nuit, le 10 juillet, il fut vu à la Halle, où il soupa avec Caussidière chez un marchand de vin. Le pouvoir n'a pas fait oublier à ces deux honorables leurs bonnes et belles habitudes d'autrefois.

Je pense avoir suffisamment prouvé le danger qu'il y aurait pour la France, si jamais les hommes dont j'ai raconté les forfaits revenaient au pouvoir. Electeurs, veillez!!!

Conclusion.

Eh bien ! Messieurs les Démocs-socs, vous voyez si vos menaces m'ont effrayé ! J'ai voulu répondre à vos clabauderies, à vos nouvelles calomnies, et cette fois je vous ai marqués au front d'un stigmate ineffaçable. Dans mon livre des *Conspirateurs*, j'affirmais seul ce qui était soupçonné par tous, il est vrai, mais enfin je n'apportais pas de preuves autres que ma parole; tandis qu'aujourd'hui, pas un fait, pas une parole qui ne soit acquise à l'histoire. Vous êtes attachés à tout jamais au poteau de l'infamie, et votre nom sera exécré comme celui des plus vils criminels; car ce n'est pas contre la vie d'un homme que vous avez tourné vos glaives empoisonnés, mais contre la vie d'un peuple tout entier, contre l'existence même de votre patrie !

Que votre triomphe du 10 mars ne vous exalte pas davantage ; vous ne pouvez rien par vous-mêmes ; vous ne devez votre faible majorité qu'à l'appoint hypocrite et intéressé du *National,* du *Siècle* et de la *Presse*, et un peu aussi à la bouderie de ces bons bourgeois, qui ont voulu donner une leçon au pouvoir. Je ne puis mieux comparer cette union qu'à celle des animaux carnassiers, lâches et féroces, qui, après s'être associés